



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Gouvernement des travailleurs en Algérie !



Les attaques du gouvernement Macron Philippe contre la santé, l'éducation, les fonctionnaires, les retraites et les libertés publiques p. 2

Le déclin du mouvement des « gilets jaunes » face à l'État policier p. 5

Pour l'ouverture des frontières de l'UE et de la France aux réfugiés p. 8

Nouvelle offensive contre l'antisionisme p. 11

Où en est l'économie mondiale ? p. 13

Adresse internationale du 8 mars aux femmes travailleuses p. 16

Algérie : après la démission de Bouteflika, pour la révolution sociale p. 18

Turquie : une position révolutionnaire pour les élections municipales p. 22

La 4^e Internationale de 1933 à 1938 p. 24

Espagne : le gouvernement PSOE convoque des élections législatives p. 28

Comment empêcher les attaques du gouvernement ?

Le projet de loi contre les travailleurs de la fonction publique et contre les services publics

Présenté en conseil des ministres, le 27 mars, le projet de loi Macron-Darmanin-Dussopt contre les fonctionnaires (dite de « transformation de la fonction publique ») est le résultat prévisible des négociations acceptées et menées par toutes les directions syndicales. L'objectif est de casser le statut des 5,4 millions de fonctionnaires et de supprimer 120 000 postes (pas dans la police et l'armée, évidemment). Pourtant, et jusqu'au bout, les directions syndicales ont discuté le projet, durant 12 mois.

Depuis le lancement du chantier de la réforme de la fonction publique, en février 2018, le gouvernement nous a baladés. Il nous a fait perdre beaucoup de temps sur un projet qui était arbitré d'avance. (Bernadette Groison, FSU, Conférence de presse intersyndicale, 20 mars 2019)

Puisque les dirigeants syndicaux actuels sont si stupides, il faut les changer pour d'autres qui auront moins d'illusions dans Macron et les gouvernements bourgeois en général. Le résultat, ce sont des attaques sans précédent :

- recours accru au CDD ou « contrat de projet » prenant fin quand le projet s'achève ou d'une durée de 6 ans maximum dans toutes les catégories,

- facilité de départs des fonctionnaires par la rupture conventionnelle « à l'amiable »,
- fusion des CHSCT donc réduction du droit syndical, liquidation du droit de regard des commissions paritaires (CAP) sur les promotions et avancements,
- rémunération au mérite avec la disparition des grilles de notation et généralisation de l'entretien individuel.

Le projet de loi contre les travailleurs de la santé et contre le droit à la santé

Beaucoup a déjà été fait contre les hôpitaux publics et la branche maladie de la Sécu, à travers les lois « santé » précédentes et les budgets de la Sécu (LFSS), incluant ceux de Macron-Philippe-Buzyn de 2018 et de 2019. Le dernier projet de loi (dite « relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ») comporte les dispositions suivantes :

- refus d'obliger les médecins libéraux à s'installer dans les déserts médicaux,
- labellisation de 600 établissements en « hôpitaux de proximité » qui seront recentrés sur la médecine générale et la réadaptation, avec suppression des services de maternité et de chirurgie,
- association de la médecine libérale aux 600 établissements de proximité avec le déploiement de 1 000 communautés professionnelles territoriales de Santé (CPTS) d'ici à 2022.

Le projet de loi contre les travailleurs de l'enseignement public et contre le droit à l'instruction

Le projet de loi Macron-Blanquer contre l'école (dite de « l'école de la confiance ») a été présenté le 15 octobre dernier au Conseil national de l'éducation où les syndicats majoritaires ont accepté de siéger. Il a été voté, en première lecture, à l'Assemblée nationale le 12 février. Il complète 18 mois de coups contre le droit aux études : sélection post-bac (Parcoursup), « réformes » des lycées généraux (moins de choix, moins de cours, moins de professeurs...) et professionnels (moins d'heures d'enseignement général), nouveaux programmes, multiplication par seize des frais d'inscription en licence et en master pour les étudiants extra-communautaires, évaluations à tous les niveaux. Le contenu du projet est une attaque en règle contre l'enseignement public :

- création expérimentale d'établissements communs écoles-collège avec autorité hiérarchique des principaux sur les écoles primaires (article 6),

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valy

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, esperanto, français, turc, etc. : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupermarxiste.info

Site de PD / Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

- possibilité pour un étudiant de 2^e année de licence de remplacer un professeur de sa matière ; en L3 et en M1, les étudiants seront partiellement affectés en classe (art. 13),
- financement public des écoles maternelles privées pour la scolarisation obligatoire dès 3 ans (art. 2, 3 et 4),
- surveillance par « *l'exemplarité* » imposée aux enseignants interdits de critique de « *l'institution scolaire* » (art. 1),
- porte ouverte à l'annualisation du temps de travail : « *expérimentation pédagogique pouvant concerner la répartition des heures d'enseignement sur toute l'année* » (art. 8),
- renforcement du contrôle du ministère sur la formation et les formateurs des ESPE devenus des « *instituts* » (art. 10, 11 et 12)
- création d'un « *Conseil de l'évaluation de l'école* » sous l'égide du ministre qui nomme la majorité des membres dont un des buts sera de « *renforcer et encourager l'autonomie des établissements* » (art. 9).

Les représentants officiels des enseignants supplient les députés (dont la large majorité est LREM-LR) « *de ne pas voter la loi en l'état* » (UNSA, FSU, CGT, SNALC, CFDT, *Communiqué*, 19 février). Une loi amendée serait favorable avec Blanquer et Macron ? Non ! La dernière preuve est l'acceptation de l'amendement d'Éric Ciotti (LR) qui impose *La Marseillaise* et le drapeau français dans toutes les classes.

Quand les enseignants refusent de faire passer des évaluations inadaptées, Blanquer menace de sanctions. Voilà ce que serait « l'école de la confiance », une mainmise de l'État et une caporalisation renforcées des enseignants.

La préparation d'un mauvais coup contre les chômeurs

À tout moment, dans le capitalisme, une partie de la classe ouvrière est superflue, elle se retrouve au chômage, soit 9 % de la population active en France. Le chômage de masse et les mesures de l'État ont conduit à l'explosion de la précarité, notamment sous forme de faux salariés (une part des autoentrepreneurs), de temps partiels et de contrats courts.

Si on additionne chômeurs, halo du chômage et sous-emploi, on totalise 5 670 000 personnes insatisfaites actuellement de leur situation vis-à-vis de l'emploi, soit 13,5 % des 41 800 000 Françaises et Français âgés de 15 à 65 ans. (Alternatives économiques, mars 2019)

Pour des raisons de maintien de l'ordre social et en réponse à la pression des travailleurs, une partie des chô-

meurs de France touche des allocations chômage (la moitié des chômeurs) ou d'autres revenus de substitution (RSA...). Le régime de l'assurance-chômage (UNEDIC) est séparé de la Sécurité sociale.

L'État l'a mis en déficit en lui faisant assurer en partie le financement de Pôle emploi et lui demande aujourd'hui d'économiser 9 milliards d'euros, en baissant les allocations. Les négociations entre patronat et syndicats ont échoué sur la question de la taxation des contrats courts. Le gouvernement, qui a déjà multiplié les exigences pour toucher l'allocation, va donc trancher.

Le pire est à craindre quand on sait que Philippe et Pénicaud, lors de la conférence de presse du 26 février, ont fait courir le faux bruit qu'une partie significative des chômeurs (20 %) toucherait plus d'argent qu'en travaillant. L'UNEDIC a poliment démenti.

Un chômeur sur cinq touche des allocations supérieures à son ancien salaire, affirmait fin février la ministre du Travail Muriel Pénicaud. Un chiffre qui a surpris l'Unédic. L'assurance chômage déclare n'avoir « ni la trace ni la connaissance de ces chiffres ». (Alternatives économiques, avril 2019)

La négociation en cours du projet de loi contre les retraites

Beaucoup de coups ont déjà été portés au droit à la retraite des travailleurs salariés, dont l'allongement des cotisations à 42 annuités, la réduction du montant de la pension par le calcul sur les 25 « meilleures années » et le report du droit de prendre sa retraite à 62 ans, sans parler de la désindexation ultérieure par le gouvernement Macron-Philippe-Buzyn. Plusieurs ministres annoncent leur désir de reculer l'âge minimum de départ à la retraite. Cela n'empêche pas les représentants syndicaux (2 CGT, 2 CFDT, 2 FO, 1 CFTC, 1 UNSA, 1 FSU) de continuer à siéger au Conseil d'orientation des retraites.

Le PDG d'Airbus, Enders, va prendre sa retraite à 61 ans avec 31,8 millions d'euros. Il suffirait d'augmenter un peu la cotisation patronale pour financer les retraites des travailleuses et travailleurs, mais il n'en est pas question pour le gouvernement. Les directions syndicales sont compréhensives car elles ne veulent pas affaiblir le capitalisme français face à ses concurrents. Par conséquent, elles aident le gouvernement à mettre au point son projet.

Le 10 octobre, en concluant la première phase de ses discussions avec les partenaires sociaux, le haut-commissaire a acté un certain nombre de principes, comme la mise en place d'un régime universel par points se substituant aux 42 régimes existants de base ou complémentaires. (Le Monde, 24 mars 2019)



Tous les dirigeants syndicaux acceptent de discuter docilement de :

- liquider les avantages qui subsistent des « régimes spéciaux » (sauf les privilèges des policiers et des militaires, bien sûr), créer un régime pour tous (et faire payer les salariés pour la retraite des travailleurs indépendants),
- limiter les dépenses de retraite à 14 % du PIB,
- supprimer toute garantie de montant avec le système des points (déjà adopté par le régime des retraites complémentaires des travailleurs salariés avec l'accord des bureaucrates syndicaux) : la valeur d'achat du point (combien d'euros paieront la cotisante ou le cotisant durant leur vie d'actifs ?), la valeur de liquidation (combien d'euros vaudra le point de pension ?), sa distribution (combien de points pour la formation, le chômage, l'éducation des enfants... ?) seront dans les mains du gouvernement.

La dispersion des luttes et la diversion des « journées d'action »

Depuis le 15 février, une fraction de la jeunesse scolarisée manifeste désormais en défense de l'environnement chaque vendredi, comme dans plusieurs pays européens. Alors que les lycéens avaient été réprimés violemment en décembre, ce mouvement est considéré jusqu'à présent comme inoffensif par le gouvernement. En effet, ses promoteurs se bercent encore d'illusions envers le capitalisme mondial destructeur de la planète, envers le gouvernement Macron-Philippe au service du capitalisme français.

Chez les salariés, une journée d'action était convoquée le 19 mars, par les directions syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires de la fonction publique après celles des 12 novembre (budget de l'Éducation nationale), du 14 décembre (grève lycéenne), du 24 janvier (« réforme » du lycée), 5 février (journée interprofessionnelle). L'appel déclarait que « *le calendrier extrêmement resserré... ne permet pas une concertation digne de ce nom* » (21 février). La secrétaire du SNUIPP-FSU trouvait le projet de loi « *insuffisant* » (19 mars). La présence de « gilets jaunes » était insignifiante dans les cortèges du 19 mars, alors que les travailleurs de la santé et les enseignants du primaire firent grève en masse. Le gouvernement a évi-

demment maintenu les projets de loi Blanquer et Darmanin-Dussopt.

Comme la colère monte à la base, ces mêmes directions syndicales décrètent une autre manifestation le samedi 30 mars puis à une nouvelle journée d'action le jeudi 4 avril. Les fédérations de la fonction publique ajoutent le jeudi 9 mai... Les bureaucrates lui donnent pour objectif non les revendications (retrait du projet de loi contre les fonctionnaires, augmentation des salaires, titularisation des précaires, création des postes nécessaires, autonomie pédagogique...), mais une nouvelle négociation avec le même gouvernement : « *exiger du gouvernement qu'il ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases* » (CGT, UNSA, FSU, Solidaires, FA-FP, CFE-CGC, CFTC, *Appel à l'action le 9 mai*, 20 mars).

Pendant ce temps, la procédure parlementaire suit son cours et les négociations contre les retraites se poursuivent. Nous n'avons pas besoin de plus de journées d'action, même sous forme de grèves reconductibles site par site propulsées par ceux qui cautionnent les concertations des bureaucrates avec le gouvernement et qui font partie des appareils syndicaux (LO, NPA, POID, AL...). La convergence des luttes, c'est la grève totale, tous ensemble, au même moment, jusqu'à satisfaction, c'est la force collective des travailleurs, c'est la grève générale.

Préparer la grève générale jusqu'au retrait des projets

Il faut obliger les organisations syndicales à cesser de négocier les attaques, à rompre avec le gouvernement Macron-Philippe, à engager le combat contre lui. Pour gagner, pour arracher les revendications, pour regrouper les luttes sous l'hégémonie du prolétariat, il faut manifester notre force par la grève générale de l'enseignement public, de la fonction publique, de tous les travailleurs salariés.

Il faut organiser partout des assemblées générales démocratiques, exiger des directions syndicales qu'elles rompent avec le gouvernement et qu'elles se prononcent pour le retrait de tous les projets de loi antisociaux. Les assemblées doivent élire leurs délégués, se cordonner ville par ville, département par département, former une coordination nationale pour diriger le mouvement jusqu'au retrait des projets de loi contre l'école publique, contre la santé publique et contre la fonction publique, l'abrogation de toutes lois antisociales...

La grève générale pour vaincre le gouvernement poserait évidemment la question du pouvoir. Elle encouragerait la classe ouvrière, la masse de la jeunesse en formation, une grande partie des travailleurs indépendants et des cadres à s'unifier pour instaurer un gouvernement des travailleurs, un pouvoir expropriateur des capitalistes porté par l'auto-organisation, ouvrant la voie aux États-Unis socialistes d'Europe.

Macron affaibli par les « gilets jaunes »

Une présidence dans la continuité de la république bourgeoise

Macron n'était pas le candidat préféré de la bourgeoisie, mais il avait misé en 2017 sur l'usure au pouvoir du PS, asséchant par ses trahisons son réservoir de voix parmi les travailleurs salariés, et sur l'incapacité du vieux parti gaulliste, LR, à se distinguer du parti fascisant FN-RN et à incarner la modernité aux yeux de l'encadrement et des professions libérales. Propulsé par quelques grands capitalistes, son parti « progressiste » LREM s'alliait au petit parti bourgeois résolument pro-UE MoDem et débauchait dans les appareils politiques du PS, d'EELV et de LR. Grâce à la stupidité et la vénalité avérée du candidat de LR Fillon au premier tour et avec l'aide au second tour de la plupart des syndicats (CGT, CFDT, UNSA...) et des partis « réformistes » (PS, PCF), il a réussi son coup.

La classe au pouvoir n'ayant pas changé, la place de la bourgeoisie française dans le capitalisme européen et mondial non plus, le gouvernement Macron-Philippe n'a pas suivi une politique très différente de celle des Chirac, Sarkozy ou Hollande. Il l'a plutôt poursuivie avec plus de détermination et de cynisme, en s'appuyant sur le chômage de masse et sur les défaites antérieures de la classe ouvrière. Comme ses prédécesseurs, le gouvernement Macron-Philippe a mis en cause les travailleurs migrants (pas les étrangers riches) et poursuivi les interventions militaires au Proche-Orient et en Afrique sub-saharienne. De même, il a associé, au nom du « dialogue social », les chefs syndicaux à l'élaboration de ses contre-réformes : ordonnances sur le travail, loi sur le transport ferroviaire...

Pendant un an, il a volé de succès en succès au compte de la classe capitaliste : allègement des impôts et des cotisations sociales encore acquittés par la bourgeoisie, accroissement de la flexibilité des emplois et des salaires, démantèlement du bastion social et syndical de la SNCF, etc. Le président prétendait même rénover l'Union européenne au détriment de la bourgeoisie allemande en contraignant Merkel. D'où son arrogance et son mépris affiché des chômeurs et des travailleurs peu qualifiés qui contrastent avec la filouterie habituelle, façon Hollande ou Chirac.

La déstabilisation du gouvernement Macron-Philippe fin 2018

Puis, parce que le capitalisme français continue à s'affaiblir face à ses concurrents malgré les sacrifices de la majorité des travailleurs (qu'ils soient de nationalité française ou étrangère), parce que le maintien du capitalisme mondial détruit l'environnement, parce que l'homme de main du président se croyait tout permis, la

machine réactionnaire macroniste s'est enrayée : affaire Benalla révélée par *Le Monde* le 18 juillet, démission du ministre Hulot le 28 août, démission du ministre Collomb le 2 octobre, mouvement des « gilets jaunes » qui occupent des ronds-points et manifestent aux Champs-Élysées à partir du 17 novembre...

Pendant un an, tout est allé très vite mais soudain le doute s'est installé : et si cela ne marchait pas ? Car de résultats, point, ou si peu. La croissance est restée faible, le chômage fort. Sur la scène européenne, Angela Merkel a joué l'Arlésienne tandis que sur la scène mondiale, Trump parlait et agissait plus fort. (Le Monde, 6 décembre 2018)

Le secours des directions syndicales et des partis ouvriers bourgeois

Le mouvement des gilets jaunes, malgré une taille réduite, est parvenu à déstabiliser le pouvoir exécutif et le parlement. Il a révélé la fragilité du parti du président, dépourvu des réseaux de LR. Il était inattendu, incontrôlé par les partis « réformistes » et les bureaucraties syndicales, il s'en prenait frontalement à Macron. Composé majoritairement de chômeurs, de retraités et de salariés de petites entreprises, dont de nombreuses femmes, il attirait la sympathie de la grande majorité de la population exaspérée par le style de Macron, le chômage de masse, la difficulté à se loger dans les grandes villes, la dégradation des services sociaux dans les petites villes et l'injustice fiscale.

Les 10 % les plus pauvres connaissent une baisse ou une stagnation de leurs revenus depuis quinze ans et les plus riches continuent à voir leurs revenus augmenter. (Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, Alternatives économiques, mars 2019)

Après avoir consulté tous les partis parlementaires (PS, Génération, LFI et PCF s'y sont rendus) et les « partenaires sociaux » (dont les dirigeants de la CGT, de la CFDT, de FO...) et annulé la hausse de la TICPE, le gouvernement a contre-attaqué pour canaliser le mécontentement à travers une prétendue consultation populaire (le « grand débat ») pour terroriser les « gilets jaunes » par l'intensification de la répression étatique (sur le terrain, par la loi et les tribunaux), pour les isoler avec les images d'affrontement et de destructions, voire l'accusation d'antisémitisme.

Pour ouvrir le « grand débat national », comme Sarkozy au moment de la crise capitaliste mondiale, le président n'a pas hésité à dénoncer le libéralisme et la finance, pour mieux protéger le capitalisme.

Le capitalisme ultralibéral et financier, trop souvent guidé par le court terme et l'avidité de quelques-uns, va vers sa fin. (Emmanuel Macron, *Voeux aux Français*, 31 décembre 2018)

Macron a pu de nouveau sortir en public et infliger ses monologues à des auditoires choisis. La complaisance des bureaucraties syndicales qui ont continué à négocier les attaques suivantes du gouvernement (fonction publique, retraites...), la complicité des partis réformistes qui ont organisé le « grand débat » (par les municipalités qu'ils détiennent) ont permis au gouvernement de reprendre la main. Il a aussi misé sur les faiblesses du mouvement des « gilets jaunes » qui était plus déterminé par les petits patrons que par les ouvriers : peu de revendications sociales, difficulté à s'organiser, obstination dans des actions impuissantes, utilisation des symboles de la classe dominante comme le drapeau tricolore et *La Marseillaise*, dégradation du mobilier urbain et des radars routiers, agressions de journalistes...

Un déchainement de violence étatique

Il faut maintenant dire que lorsqu'on va dans des manifestations violentes on est complice du pire. (Emmanuel Macron, *Débat avec des élus*, 6 février 2019)

L'État a réprimé, à une échelle inédite depuis mai-juin 1968, ceux qui osent se révolter contre la précarité, la misère et l'inégalité. Le gouvernement Macron-Philippe-Castaner-Belloubet a fait adopter une nouvelle loi pour limiter le droit de manifester.

Soumettre les participants et les participantes à une manifestation à une fouille systématique, confier aux préfets le pouvoir d'interdire à une personne de manifester, y compris sans qu'elle ait connaissance de l'interdiction prononcée et donc sans recours effectif possible, faire d'un visage en partie couvert un délit, voici l'esprit et la lettre de mesures qui sont autant d'empêchements à l'exercice d'un droit essentiel en démocratie : celui de manifester... (Ligue des droits de l'homme, *Communiqué*, 7 mars 2019)

Il a fait arrêter en masse et a donné des consignes « de fermeté » aux tribunaux correctionnels (pas envers les fraudeurs du fisc, pour les « gilets jaunes »).

Quelque 2 000 personnes ont été condamnées parmi les plus de 8 700 placés en garde à vue depuis le début du mouvement de contestation sociale des Gilets jaunes le 17 novembre. 590 mandats de dépôt prononcés, c'est-à-dire de gens qui sont allés en prison ou qui y sont. Près de 1 800 personnes interpellées lors des manifestations qui se tiennent tous les samedis depuis

plus de quatre mois en France, doivent encore être jugées. (Nicole Belloubet, *BFMTV*, 24 mars 2019)

Comme les partis bourgeois (LREM, LR, DIF, RN...), les partis sociaux-impérialistes (PS, PCF, LFI...) ont tous dans leur programme le renforcement des corps répressifs de l'État. Les immigrants savent à quoi ils servent. Les lycéens qui ont essayé en décembre de profiter du mouvement des « gilets jaunes » pour lutter contre la sélection ont pu aussi mesurer à quoi mène cette belle unanimité.

Les policiers et les gendarmes emploient contre eux depuis des mois des canons à eau, des blindés de la gendarmerie (pour la première fois en ville), des matraques, des grenades explosives et des lanceurs de balles de défense (LBD, dont l'usage a été approuvé par le Conseil d'État). Le journaliste David Dufresne dé-

nombrait, au 17 mars 2019, 1 décès et 371 personnes blessées par les forces de l'ordre : 217 blessées à la tête, 23 éborgnées et 5 ayant eu une main arrachée en raison de l'emploi par les forces de l'ordre de LBD, de grenades de désencerclement et de grenades lacrymogènes contenant de l'explosif. Parmi les victimes, figurent nombre de passants et de journalistes.

Le samedi 23 mars, le gouvernement a même mobilisé pour la première fois l'armée.

Les soldats sont soumis au même cadre légal que les forces de sécurité intérieure et pourront aller jusqu'à l'ouverture du feu si leur vie est menacée ou celle des personnes qu'ils défendent. (général Bruno Leray, *France info*, 22 mars 2019)

La double impuissance anarchiste et réformiste

Chaque samedi, les « gilets jaunes » qui s'obstinent soit bloquent des ronds-points au détriment des consommateurs populaires, soit s'en prennent aux lieux apparemment de la consommation de luxe dans les grandes villes, ce qui attire irrésistiblement les pillards, des groupes fascistes et une frange anarchiste (Black Bloc, Comité invisible...). En réalité, même de ce point de vue, s'en prendre au restaurant Fouquet's de Paris est dérisoire : les multiples domiciles des grands capitalistes dispersés entre plusieurs pays, leurs yachts et leurs avions privés restent hors de portée.

On reconnaît les gens importants à leurs habitudes aériennes : aux luxueuses premières classes des compagnies classiques ils préfèrent l'exclusivité des jets privés, qui détruisent l'environnement encore plus rapidement. (*The Economist*, 9 mars 2019)



Surtout, le mouvement, à cause de la prédominance des déclassés, des travailleurs indépendants et des petits capitalistes, se révèle incapable d'agir sur les lieux de production des marchandises ou des services publics.

Priscillia Ludosky qui a lancé la pétition contre la hausse des carburants qui a recueilli un million de signatures est une microentrepreneuse. La tentative de la chômeuse Ingrid Lavavasseur pour constituer, avec l'aide de l'affairiste Tapie, un parti politique à partir des « gilets jaunes » a fait long feu. Le cadre commercial Benjamin Cauchy figure sur la liste DIF des élections européennes du nationaliste réactionnaire Dupont-Aignan.

Les efforts de LFI et du NPA, avec l'aide du PCF et de LO, pour structurer les « gilets jaunes » dans une optique mouvementiste (l'important, c'est de lutter, peu importe le programme) et de les rallier aux bureaucraties syndicales n'ont eu qu'un succès modeste.

Ce qui reste du mouvement suit toujours, au travers des réseaux sociaux, les consignes de chefs incontrôlés (le routier Éric Drouet, salarié d'une petite entreprise) et même complotistes (le chômeur Maxime Nicolle qui a répandu, entre autres, que l'attentat islamiste de Strasbourg était un coup de Macron ou que les Roms enlèvent des enfants).

Face à la marche à l'État policier, les partis ouvriers-bourgeois et leurs adjoints centristes supplient le président et son gouvernement de « dialoguer » (ne le fait-il pas ?) et de mieux traiter « les contre-pouvoirs ».

La pénalisation du mouvement social, écologiste et syndical, le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque... Face aux destructions de bâtiments ou autres actes de violence, le gouvernement ne doit pas jouer aux pompiers pyromanes mais faire preuve de responsabilité. Il est temps de penser les conditions de la désescalade... La baisse des tensions que nous souhaitons suppose également que les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays. (Ensemble, Générations, LFI, NPA, PCF, PCOF, POI, POID... Déclaration unitaire, 22 mars 2019)

Ces pitoyables pacifistes se gardent bien de réclamer la fin de la répression policière et judiciaire, de revendiquer la dissolution des corps de répression et encore moins d'organiser l'autodéfense. Avec une telle opposition, le gouvernement, quoiqu'affaibli, peut matraquer et reprendre son offensive contre la classe ouvrière.

Les routiniers du parlement, qui croient bien connaître le peuple, aiment à répéter : « il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, car elles n'aiment pas les extrêmes ». Sous cette forme générale, cette affirmation est absolument fausse.

Naturellement, le petit propriétaire tient à l'ordre tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère qu'elles iront encore mieux le lendemain. Mais quand cet espoir est perdu, il se met facilement en rage, prêt à se livrer aux moyens les plus extrêmes... Pour gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu'il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d'action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens. (Léon Trotsky, Où va la France ?, octobre 1934)

1 avril 2019

un point de vue marxiste sur l'actualité
groupemarxiste.info

pour combattre avec les communistes
groupe.marxiste.inter@gmail.com

Cahiers révolution communiste

- n° 19 Trotsky : Où va la France ? 1934
 - n° 18 CoReP : plateforme de 2017
 - n° 17 GMI : programme de 2017
 - n° 16 La mobilisation de 2017
contre la loi travail
 - n° 15 Lénine : l'État et la révolution 1917
 - n° 14 Casanova : l'Espagne livrée 1939
 - n° 13 Ligue des communistes :
manifeste de 1847
 - n° 12 4^e Internationale : manifeste de 1940
 - n° 11 1995, en défense des retraites
 - n° 10 Marx : salaire, prix et profit 1865
 - n° 9 Bolchevisme contre lambertisme
 - n° 8 L'Ukraine déchirée par les
impérialismes
 - n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme
et la guerre 1915
 - n° 6 Marx : la crise (compilation)
 - n° 5 4^e Internationale : programme de 1938
 - n° 4 VdT et la guerre mondiale
 - n° 3 Chili 1970-1973
 - n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le
peuple (compilation)
 - n° 1 GMI : plateforme de 2013
- 4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP
2 euros auprès des militants

Ouverture des frontières aux réfugiés !

Chez Macron : bienvenue aux riches étrangers, dehors les pauvres !



L'humanité s'est toujours déplacée. Les citoyens de pays impérialistes le font facilement, pour le tourisme, les études, l'emploi, la religion... mais la majorité de la population mondiale

voit ses déplacements entravés par le manque de moyens financiers et par les frontières. Sur 1 240 000 demandes d'asile dans l'Union européenne en 2017, seulement 538 000 ont été acceptées dans des conditions misérables.

Pendant que le gouvernement français accueille fastueusement à Versailles les capitalistes étrangers et tente d'attirer l'attention sur quelques boutiques de luxe victimes de la révolte des « gilets jaunes », il repousse des dizaines de milliers de migrants fuyant la guerre ou la misère, contribuant avec l'UE à la mort de milliers de personnes en Méditerranée (17 000 depuis 2014 selon l'ONU).

Les impérialisme français, britannique et américain ont ravagé le Proche-Orient : Irak, Syrie, Libye. Les cliques islamistes qui se disputent la Libye sont payées par les gouvernements italiens et français pour retenir les migrants, donc les exploiter, les voler, les violer, les réduire en esclavage.

Dans un geste inédit, la France a annoncé « la cession » à la Libye de six bateaux « pour la marine libyenne », lors du point presse hebdomadaire du ministère des armées, jeudi 21 février, sans autre précision. (Le Monde, 22 février)

L'UE aide aussi le Maroc à « équiper ses garde-côtes » avec 148 millions d'euros versés en 2018. La même année, 100 000 migrants ont été arrêtés au Maroc, puis expulsés vers leur pays ou enfermés dans des camps.

Les ONG n'ont plus le droit de sauver les migrants en Méditerranée (30 000 vies sauvées depuis 2014). Le bateau *L'Aquarius* de l'ONG française SOS Méditerranée est bloqué par le gouvernement Macron. En janvier 2019, les bateaux d'ONG allemandes *Sea Watch 3* et *Sea Eye* ont été contraints de rester dans les eaux internationales avec des migrants naufragés car aucun pays de l'UE ne leur a permis d'accoster. Le 27 mars, l'UE a même décidé de suspendre les moyens navals de sauvetage de la mission Sophia, se rangeant ainsi aux arguments du ministre de l'Intérieur italien Salvini. Il n'y a donc plus aujourd'hui aucun dispositif de secours aux naufragés en Méditerranée.

Le président de la 5^e République a dévoilé lors du lancement de sa campagne pour les élections au Parlement européen de mai le sort qu'il réserve aux migrants :

Nous devons ainsi remettre à plat l'espace Schengen : tous ceux qui veulent y participer doivent remplir des obligations de responsabilité (contrôle rigoureux des frontières) et de solidarité (une même politique d'asile, avec les mêmes règles d'accueil et de refus). Une police des frontières commune et un office européen de l'asile, des obligations strictes de contrôle, une solidarité européenne à laquelle chaque pays contribue, sous l'autorité d'un Conseil européen de sécurité intérieure : je crois, face aux migrations, à une Europe qui protège à la fois ses valeurs et ses frontières. (Macron, Pour une Renaissance européenne, 4 mars)

Dans le fil de Sarkozy et Hollande

D'ailleurs le gouvernement Macron remplit déjà toutes les conditions indiquées comme le « contrôle des frontières », notamment celles avec l'Italie et la Grande-Bretagne où depuis 2015, la police repousse, parfois dans l'illégalité, les migrants. Chassés d'Italie par la police de Di Matteo et Salvini, les migrants tentent de passer la frontière par la montagne même en plein hiver. 7 personnes qui leur sont venues en aide ont été condamnées à des peines de prison avec sursis et ferme (4 mois pour deux d'entre eux) par le tribunal correctionnel de Briançon en décembre dernier, 2 autres en janvier 2019, alors que les fascistes de GI qui empêchent les migrants de traverser la frontière ne sont pas inquiétés.

Dans les Hauts-de-France, ceux qui veulent rejoindre la Grande-Bretagne ne sont pas mieux traités que ceux qui voudraient s'installer en France.

Samedi soir, une centaine de migrants voulant rejoindre le Royaume-Uni ont fait une incursion dans le port de Calais, une opération inédite par son ampleur qui a conduit à 63 interpellations... Sur les 63 interpellés, 30 « ont fait l'objet d'une mesure administrative concrétisée par une obligation de quitter le territoire français (OQTF) », avec « placement en centre de rétention administrative pour la moitié d'entre eux », a indiqué la préfecture du Pas-de-Calais. En outre, 28 migrants doivent être jugés en mai. (AFP, 4 mars)

Le tribunal de Calais a condamné à 4 mois de prison ferme un Malien considéré comme le « meneur ».

Le gouvernement Macron-Philippe-Collomb a encore durci la législation des Chirac-Pasqua (1986, 1993), Chirac-Sarkozy (2006), Sarkozy-Guéant (2011) et Hollande-Valls (2013) contre les migrants avec la loi dite « asile et immigration » (mai 2018) :

- possibilité pour la police de refuser, à 10 kilomètres de la frontière, l'entrée dans l'espace de Schengen, y compris si la personne est mineure (cas de la frontière franco-italienne en particulier),

- autorisation pour l'OFPPRA (office statuant sur le droit d'asile) de faire des entretiens téléphoniques (donc sans avocat, représentant ou quelconque défenseur),
- régionalisation des demandes d'asile (guichet unique de demandes d'asile) sous 90 jours après l'entrée sur le territoire, auprès de préfectures désignées, sans bons de transport gratuits pour les demandeurs (seulement 60 jours de délai en Guyane),
- suppression de la maigre indemnité d'asile si le demandeur ne se rend pas, sous 5 jours, dans le département où un logement lui a été attribué (pour une personne, c'est 6,80 euros par jour, soit moins de 210 euros par mois pour survivre seule),
- réduction à 21 jours du délai pour une demande d'asile auprès de l'OFPPRA, obligation de répondre à un entretien dans le mois qui suit,
- réduction à 15 jours du délai de recours avec l'aide d'un avocat auprès de la CNDA (Cour nationale du droit d'asile) pour le demandeur, au-delà duquel une OQT (obligation de quitter le territoire) peut être décidée par le Préfet,
- possibilité pour le Préfet d'expulser tout demandeur d'asile enregistré s'il vient d'un pays « sûr », si sa demande est en réexamen, fait l'objet de poursuites (« menace grave à l'ordre public »), ou si une procédure est en cours dans un autre État,
- réduction à 48 heures du délai pour contester une décision d'expulsion après refus du droit d'asile,
- surveillance renforcée des résidences des réfugiés et des associations ou organismes les accompagnant,
- suppression de l'hébergement en cas d'absence d'une semaine, de refus de s'y rendre ou de le quitter,
- recours contre une OQT réduite à 15 jours et à 48 heures en cas d'emprisonnement en centre de rétention,
- possibilité de rallongement de la période d'emprisonnement en centre de rétention jusqu'à 90 jours (au lieu de 60 maximum auparavant),
- fichier biométrique des mineurs.

Le ministre de l'intérieur Castaner, successeur de Collob et lui aussi ancien du PS, ne se contente pas de matraquer et d'éborgner des « gilets jaunes ». Il annonce une croissance de 20 % du nombre d'expulsions d'étrangers. En 2018, cela correspond à 18 000 expulsés en métropole.

Pour LR, DIF et le RN, ce n'est évidemment pas assez. Le Pen continue de répandre ses mensonges en affirmant que les migrants sont plus aidés que les chômeurs. Il s'agit de détourner le mécontentement populaire vers des boucs émissaires afin de protéger les capitalistes français.

L'inertie du mouvement ouvrier

La solidarité internationaliste devrait mobiliser le mouvement ouvrier, dont l'affaiblissement numérique et idéologique laisse largement la place libre, au détriment des migrants.

Les églises chrétiennes, tout en s'étant mises au service du capitalisme depuis des siècles, sont des organisations internationales dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la politique des gouvernements nationaux. Cela explique qu'avec leur aide financière et matérielle (locaux), des associations cléricales (Secours catholique, Cimade, Fondation Abbé Pierre, Emmaüs...) aident les migrants sur le terrain de la charité, tout en les empêchant de résister à la police, leur prêchant la résignation face aux décisions de justice, sans jamais exiger l'abrogation des lois de discrimination.

Les exceptions sont la Fédération des associations de solidarité avec tou-te-s les immigré-e-s (FASTI) née en 1962 de l'activité de militants du PSU, le Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI) fondé par des maoïstes, des trotskystes et des anarchistes en 1969 et le Réseau éducation sans frontières (RESF) constitué en 2004 pour la « régularisation des sans-papiers scolaires » ; dans la foulée, le Réseau université sans frontières (RUSF) défend les étudiants étrangers. Le POI et le POID, trop occupés à courtiser les bureaucrates de FO et à dénoncer l'Union européenne comme source de tous les maux qui s'abattent sur « la nation », ne soutiennent pas RESF. Les deux collectifs sont approuvés par de nombreux syndicats (aucun de FO) mais aucune confédération nationale ne les soutient.

Les rédactions de *Regards*, *Politis* et *Mediapart* ont publié une pétition qui reste sur le terrain de la démocratie bourgeoise.

Il ne faut faire aucune concession à ces idées, que l'extrême droite a imposées, que la droite a trop souvent ralliées et qui tentent même une partie de la gauche. Nous, intellectuels, créateurs, militants associatifs, syndicalistes et citoyens avant tout, affirmons que nous ne courberons pas la tête. Nous ne composerons pas avec le fonds de commerce de l'extrême droite. La migration n'est un mal que dans les sociétés qui tournent le dos au partage. (Manifeste pour l'accueil des migrants, septembre 2018)

Sur le terrain, la CGT et Solidaires tentent de défendre les travailleurs étrangers surexploités car fragilisés vis-à-vis des patrons (français, chinois, turcs...) par la discrimination de l'État bourgeois. Toutefois, même la direction de la CGT tend à isoler ces luttes des autres travailleurs : l'obtention d'un titre de séjour serait l'affaire des seuls sans-papiers. Elle s'en remet à son État impérialiste qu'elle fait passer pour le défenseur de l'intérêt général : « Un État de droit se doit de protéger l'ensemble des travailleurs sur son territoire, dans l'intérêt de tous ! » (Martinez, *Le Monde*, 26 septembre 2018).

FO estime que « *les politiques d'aide au développement et d'appui des pays d'origine doivent absolument être amplifiées et devenir une priorité* » (FO, *Communiqué*, 3 mai 2018).

Les partis sociaux-impérialistes ont toujours fait la même chose que les partis bourgeois quand ils étaient au pouvoir. Dans l'opposition, leur programme pour les élections européennes sont d'ailleurs vagues : « *élargir la notion du droit d'asile* » (PCF), « *travailler à l'anticipation et à la régulation des flux migratoires* » (PS), autant de formulations compatibles avec la politique de LREM. Pour LFI, qui a remplacé le drapeau rouge par celui des Versaillais, il ne faut surtout pas ouvrir les frontières françaises.

Les neuf-dixièmes des migrations actuelles se font dans des conditions régulières. Nous parlons d'un dixième. Est-ce que ce dixième a raison de venir de manière irrégulière ? Je préférerais qu'ils restent chez eux, je l'ai toujours dit. Je pense qu'il faut créer les conditions pour que les gens puissent rester chez eux. (Mélenchon, RTL, 16 décembre 2018)

Autrement dit, les humains qui s'obstinent à venir « de manière irrégulière » doivent continuer à risquer leur

vie, à être arrêtés, détenus dans des camps et déportés. D'ailleurs, LFI a refusé de signer la pétition *Manifeste pour l'accueil des migrants*.

Dans notre lutte pour le véritable internationalisme et contre le social-chauvinisme, notre presse dénonce constamment les chefs opportunistes du Socialist Party of America, qui sont partisans de limiter l'immigration des ouvriers chinois et japonais. Nous pensons qu'on ne peut pas, à la fois, être internationaliste et se prononcer en faveur de telles restrictions. (Lénine, *Lettre à la SPL des États-Unis*, 22 novembre 1915)

L'internationalisme prolétarien exige l'ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs, aux étudiants, des papiers pour tous, l'égalité des droits pour tous ceux qui vivent, travaillent et étudient en France. Les travailleurs conscients se prononcent donc pour le front unique des organisations ouvrières en défense des migrants, pour la fermeture des centres de détention et l'abrogation de toutes les lois de discrimination. Notre perspective, c'est reconstruire l'internationale ouvrière pour renverser les États bourgeois nationaux.

27 mars 2019

12 février 1934 Autriche, l'insurrection ouvrière

Il y a 85 ans, le 12 février 1934, des ouvrières et des ouvriers opposèrent une lutte armée à l'avancée du fascisme en Autriche. Sans une direction déterminée qui aurait pu étendre et centraliser la résistance, ils furent anéantis.

En 1918, le SDAP [Sozialdemokratische Arbeiterpartei, Parti ouvrier social-démocrate] transmet à la bourgeoisie, derrière le dos du prolétariat, le pouvoir qu'il avait conquis. En 1927, non seulement il se détourna lâchement de l'insurrection prolétarienne qui avait toutes les chances de vaincre, mais il envoya sa milice Schutzbund contre les masses insurgées... Otto Bauer et les autres chefs de la sociale-démocratie autrichienne reculèrent passivement devant la réaction, lui cédèrent une position après l'autre, démoralisèrent les masses, reculèrent de nouveau. Jusqu'au moment où ils se trouvèrent définitivement acculés dans l'impasse ; là, dans l'ultime redoute, ils acceptèrent la bataille et... la perdirent. (Trotsky, *Où va la France ?*, 1934, *Cahier révolution communiste* n° 19, p. 33)

Lors des journées de février, l'austro-fascisme montra son vrai visage. Tout en usant d'une phraséologie chrétienne, les fascistes Dollfuss, Schuschnigg et Fey firent intervenir l'armée et donner l'artillerie contre les bâtiments municipaux. La cour martiale fut instaurée et ne recula même pas devant l'exécution de prisonniers gravement blessés. La victoire du fascisme conduisit à la répression des organisations de travailleurs, à la transformation des syndicats indépendants en un syndicat d'union d'obédience fasciste, à des emprisonnements de masse, à la construction d'un camp d'internement près de Vienne et à des milliers de morts parmi la population ouvrière du pays.

Aujourd'hui, les partis ÖVP et FPÖ dont les prédécesseurs furent responsables de la terreur fasciste sont au gouvernement. Le FPÖ [Freiheitliche Partei Österreichs, Parti libéral autrichien] est issu du VdU, un parti de nazis. L'ÖVP [Österreichische Volkspartei, Parti populaire autrichien] a ses racines dans le le CS, le Parti social-chrétien d'où se développèrent les milices nationalistes fascistes Heimwehr dans les années 1920. Ainsi Raab, le futur chancelier fédéral ÖVP (1953-1961) qui dirigea la milice de Basse-Autriche, prêta le 18 mai 1930 le « serment de Korneuburg », dans lequel ces milices inscrivirent leur programme par essence fasciste. Pour assurer la domination capitaliste, la bourgeoisie était prête à décapiter le mouvement ouvrier. Jusqu'en 2017, une photo de Dollfuss, l'assassin des ouvriers, était accrochée dans les bureaux du ÖVP. Celui-ci avait du mal à se séparer définitivement du dictateur austro-fasciste. [...]

Le gouvernement Kurz-Strache n'est pas tombé du ciel, il résulte aussi du fait que, des dizaines d'années durant, les traditions des ouvrières et des ouvriers, ont été réprimées, ignorées et aussi oubliées. Face aux coupes sociales, aux offensives contre le temps de travail, à la division xénophobe dans les rangs des travailleurs, aux attaques réitérées contre les acquis démocratiques du mouvement ouvrier, nous organisons une manifestation du souvenir dimanche 17 février à 11 h au Cimetière central des victimes de la terreur de l'austro-fascisme.

6 février 2019, Gruppe Klassenkampf

L'affaire Finkelkraut et la campagne contre l'antisionisme

Un prétexte fallacieux

Le samedi 16 février 2019, l'académicien et ancien maoïste Alain Finkelkraut qui se trouvait à proximité d'une manifestation des gilets jaunes est accueilli aux cris de « *sale sioniste de merde !* » et autres insultes par des manifestants salafistes.

Bien que Finkelkraut ait reconnu qu'il n'avait pas été la cible de propos antisémites (« *je n'ai pas été traité de sale Juif* »), cet incident a déclenché un tollé de réactions politiques et médiatiques contre l'antisionisme et « l'extrême-gauche ».

L'agression d'Alain Finkelkraut aujourd'hui est un acte détestable et choquant, qui illustre la tentative d'infiltration du mouvement des « gilets jaunes » par l'extrême-gauche. (Le Pen, 16 février 2019)

Le lendemain, lors du dîner du CRIF auquel il s'était rendu, le président Macron déclarait que « *l'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme* » et annonçait que « *la France qui l'a endossée en décembre avec ses partenaires européens, mettra en oeuvre la définition de l'antisémitisme adoptée par l'Alliance internationale pour la mémoire de la Shoah* », alors que même l'ONU avait en son temps reconnu que « *le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale* ».

Une accusation abjecte

Déjà, le 16 juillet 2017, commémorant la rafle du Vélodrome d'hiver de Paris, Macron avait déclaré, à l'adresse du Premier ministre israélien Netanyahu, qu'il avait invité : « *Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme* » [voir *Révolution communiste* n° 27].

Les communistes internationalistes s'opposent à tout racisme, toute leur histoire le prouve. Par contre, les sionistes ne sont pas si regardants : le mouvement sionisme a parfois collaboré avec le 3^e Reich car les deux partageaient la vue que les Juifs n'avaient pas leur place en Europe ; Israël soutenait l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid et il est aujourd'hui allié à la Turquie islamiste et aux monarchies despotiques et antisémites du Golfe.

Certes, un certain nombre d'antisionistes proclamés (une fraction des fascistes, tous les islamistes) sont des antisémites mais bien des pro-sionistes sont antisémites depuis feu le Premier ministre britannique Churchill jusqu'aux gouvernements polonais et hongrois qui ont voté pour l'adoption par l'UE de la définition chère à Macron en passant par les fascistes islamophobes. Le terroriste admirateur de l'ami de Netanyahu, Trump, qui a assassiné 11 personnes à la synagogue de Pittsburgh (États-Unis) le 27 octobre dernier était un fasciste,

comme le fanatique déçu par la défaite électorale de Le Pen en 2017 qui a tué 50 personnes dans deux mosquées de la ville de Christchurch (Nouvelle-Zélande) le 15 mars.

Le précédent de la Grande-Bretagne

La définition chère à l'UE et à Macron a déjà servi à la presse bourgeoise britannique pour faire passer depuis 2015 le chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, pour un antisémite : n'était-il pas antisioniste quand il était un simple député ? Elle a justifié une chasse aux sorcières dans le parti lui-même, menée par son aile droite (les blairistes) et une agence du sionisme au sein du parti (JLM), avec la complicité de la direction. Corbyn les laisse faire, fasciné par la possibilité d'accéder au gouvernement et tétanisé par la campagne de calomnies à son égard. Parmi les exclus, figurait le camarade Moshe Machover, un dirigeant en exil de l'ex-Matzpen, une organisation ouvrière révolutionnaire et internationaliste qui regroupait Juifs et Arabes d'Israël contre le sionisme et la bourgeoisie hébreu.

Un ancien conseiller de Blair et dirigeant du Parti travailliste d'Ecosse étend sans vergogne l'équation de l'antisémitisme à toute remise en cause du capitalisme : « *L'anticapitalisme masque et normalise l'antisémitisme* » (John McTernan, *Financial Times*, 2 mars 2019). L'objectif est double : justifier Israël à un moment où les Juifs d'Europe et d'Amérique doutent de plus en plus de son évolution, de son gouvernement, de sa politique ; discréditer et réprimer les courants qui se réclament de l'internationalisme prolétarien à l'intérieur et à l'extérieur du Labour Party.

Cette campagne réactionnaire est relayée en France par tous les chiens de garde de l'État d'apartheid.

Si Corbyn s'installait à Downing Street, on pourrait dire que, pour la première fois depuis Hitler, un antisémite gouverne un pays européen. (Alain Finkelkraut, *Die Zeit*, 21 février 2019)

Le soutien indéfectible de l'impérialisme français à Israël

De même en France, la campagne contre l'antisionisme a d'abord pour but de protéger la politique extérieure de tous les gouvernements de l'impérialisme français (y compris ceux à participation PS et PCF).

La bourgeoisie française s'était facilement accommodée du régime raciste du maréchal Pétain. L'appareil d'État a livré alors au régime nazi nombre de réfugiés politiques et collaboré avec zèle à l'extermination des Juifs d'Europe, en particulier lors de la rafle du Vélodrome d'hiver. Par contre, quand le 3^e

Reich et ses vassaux se sont effondrés, la démocratie et l'antiracisme sont redevenus des éléments de l'idéologie dominante. Cela n'a pas empêché le maintien par la force des peuples coloniaux dans l'État français en 1944 décidée par De Gaulle avec des ministres PS et PCF, ni la torture en masse en Algérie avec l'approbation de Mitterrand et la participation personnelle de Le Pen père, ni le massacre d'ouvriers algériens désarmés par la police républicaine en 1961 sous l'ordre du préfet Papon nommé par le général De Gaulle et qui avait fait ses preuves dans la persécution des Juifs sous Vichy.

L'État théocratique et colonial israélien a été fondé et s'est renforcé avec l'appui indéfectible des impérialismes occidentaux dont il constitue le gendarme au Proche-Orient. La 4^e République a mené une opération militaire conjointe avec Israël et la Grande-Bretagne contre l'Égypte quand Nasser avait osé nationaliser le canal de Suez en 1956. La collaboration française a aidé Israël à se doter de l'arme nucléaire, au mépris de tous les traités internationaux.

Confrontés à l'hostilité de la Turquie, les États-Unis ont plus besoin que jamais d'Israël. Trump a reconnu Jérusalem comme capitale [voir *Révolution communiste* n° 27] et vient d'entériner l'annexion du Golan. Netanyahu a changé la constitution, sans grande opposition, pour renforcer le caractère raciste de l'État [voir *Révolution communiste* n° 31]. Ainsi, Israël poursuit sa politique d'annexion à Jérusalem, en Cisjordanie, tout en se moquant des pantomimes de l'assemblée générale de l'ONU. Les tireurs d'élite de l'armée israélienne ont abattu à la frontière de Gaza, depuis un an, 195 Palestiniens et en ont blessé 7 100 par balles alors qu'ils participaient aux manifestations de la « marche du retour ».

L'opération d'union nationale du 19 février

Macron cherche aussi un moyen de réprimer les révolutionnaires et les internationalistes. Pourtant, il a reçu, une fois de plus, l'aide des partis sociaux-impérialistes. Le PS a pris l'initiative le 14 février d'une manifestation d'union nationale tandis que le gouvernement matraquait les « gilets jaunes » et expulsait les migrants, tandis que l'armée israélienne tirait les Palestiniens comme des lapins. Le PS, Ensembles, le PCF et LFI ont donc manifesté le 19 février bras dessus bras dessous avec le Premier ministre et quinze autres membres du gouvernement et tous les partis bourgeois (sauf le RN qui n'était pas convié en tant que tel, même si Olivier Faure avait invité Marine Le Pen).

Le PS n'a pas pris l'initiative d'une manifestation contre la répression des lycéens et des « gilets jaunes », ni pour l'ouverture des frontières aux réfugiés, ni pour la défense des droits nationaux du peuple palestinien. Le PS a aidé Macron à se tirer de la situation de crise

politique dans laquelle il était empêtré. Il accrédite l'offensive du pouvoir contre l'antisionisme. Il cautionne le colonialisme sioniste et le régime d'apartheid en Israël.

Avec la menace de la création d'un délit d'antisémitisme, avec la nouvelle loi contre la liberté de manifestation, l'État bourgeois entend peaufiner son contrôle des mouvements sociaux et réduire les libertés fondamentales. Le PS, le PCF, LFI, Générations tombent dans le panneau de Macron parce que, entraînant à leur suite LO et le NPA, ils acceptent la solution de deux États de l'ONU et reconnaissent la légitimité d'Israël, de la colonisation de la plus grande partie de la Palestine.

La position des communistes internationalistes

Au temps où l'État français contribuait à l'extermination des Juifs d'Europe (quand Mitterrand était au service du maréchal Pétain), nous disions :

Des grandes affiches couvrent les murs, rendant les Juifs responsables de tous les malheurs passés, présents et futurs. Une exposition antijuive a ouvert ses portes et s'acharne contre des êtres humains, parce qu'ils appartiennent à une certaine « race ». Les Juifs se voient privés de leurs emplois, ne peuvent même plus vendre ce qu'ils possèdent. On les arrête dans les rues ; on les enferme dans les camps de concentration... Les fascistes accusent en outre les Juifs d'avoir créé la doctrine communiste dans le but de dominer le monde. Le communisme n'est, en réalité, ni juif ni aryen, mais prolétarien et internationaliste. S'il y eut toujours dans les rangs des partis ouvriers une forte proportion de Juifs, cela tient aux persécutions subies par eux dans la plupart des pays dits civilisés, en tant que minorité religieuse ou raciale. Cette forte proportion de Juifs dans nos rangs est, d'ailleurs, tout à leur honneur. Nous, internationalistes, sommes les adversaires résolus de tout racisme. Nous combattons l'antisémitisme comme le racisme anti-nègre aux États-Unis, comme l'oppression des peuples de couleur par les Européens, comme du reste l'exploitation des Arabes de Palestine par le capitalisme juif. (La Vérité, 1 octobre 1941)

Aujourd'hui, nous disons : reconnaître les droits politiques, matériels et culturels du peuple palestinien implique d'abattre l'État colonial et raciste d'Israël, d'instaurer un État démocratique, laïque, bilingue et pluriethnique sur tout le territoire de la Palestine dans laquelle pourront vivre ensemble Arabes et Juifs, musulmans, israéliens, chrétiens et athées. Une telle Palestine ne peut surgir que de l'action de la classe ouvrière. Elle ne sera viable que par l'extension de la révolution sociale, l'abolition des frontières et la disparition des États bourgeois arabes voisins, l'instauration de la fédération socialiste du Levant.

31 mars 2019

Le ralentissement de l'économie mondiale



Des nuages s'accumulent pour l'économie mondiale... Début 2018 l'économie mondiale tournait à plein régime, mais elle a ralenti durant l'année et les perspectives à venir sont plus incertaines. (Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales, 8 janvier 2019)

Les prévisions de croissance mondiale pour 2019 et 2020 ont déjà été révisées à la

baisse par la BM, le FMI, l'OCDE... pour des raisons structurelles tenant aux difficultés d'accumulation du capital, indépendantes de l'action des États, mais aussi pour des raisons de politique économique, notamment la guerre économique déclenchée par les États-Unis.

La crise de 2007-2009 n'a pas suffi à assurer une reprise vigoureuse

Certes, le capital s'accroît depuis 2009, grâce à sa destruction partielle et surtout grâce au renforcement de l'exploitation dont la justification a été fournie par les économistes néo-classiques (la branche libérale de l'économie bourgeoise). La reprise a permis, au bout de 9 ans, le retour à un taux de chômage mondial de 5 % selon l'OIT (soit 172 millions de personnes sans emploi).

Cependant, l'économie mondiale est incapable de retrouver le rythme de croissance qu'elle connaissait précédemment : de 4 % en moyenne entre 2000 et 2007, le taux de croissance annuel du PIB est passé à moins de 3 % entre 2010 et 2016. Cela traduit un renforcement des difficultés d'accumulation du capital en longue période et prend la forme d'un accroissement du capital fictif par rapport au capital productif.

Faible croissance, faibles investissements, faibles augmentations de salaires caractérisent la conjoncture. Cela tient notamment à l'insuffisante rentabilité du capital (mesurée par le taux de profit), à des gains de productivité réduits, à la surproduction, à une insuffisance de la demande (le revers de la compression des coûts salariaux)...

Pour les marxistes, les crises capitalistes sont inévitables. Pour les économistes bourgeois, une bonne politique peut les éviter, mais ils s'opposent vivement pour la définir.

Selon la branche keynésienne (la branche étatiste de l'économie bourgeoise), l'État national a la capacité d'empêcher les crises économiques ou, au pire, d'en

sortir. Il disposerait pour cela de plusieurs instruments : ses frontières, sa monnaie et son budget. Or, la politique keynésienne est peu efficace. Le protectionnisme peut aider telle ou telle entreprise, mais pas le capitalisme mondial. Ni la baisse durable des taux directeurs des banques centrales (le taux auquel elles prêtent aux banques), ni les déficits budgétaires considérables de 2008-2009 (y compris aux États-Unis et en Allemagne) n'ont permis de retrouver une croissance mondiale analogue à celle d'après la 2^e Guerre mondiale. En Italie, actuellement, la croissance ralentit malgré le creusement du déficit engendré par les promesses et les rivalités des deux partis « populistes » qui ont gagné les dernières élections.

La réalité est que le taux de profit mondial est insuffisant pour que le capital global élargisse massivement sa reproduction, investisse à grande échelle, augmente les salaires. Le sauvetage des groupes financiers en 2008-2009, le gonflement de la dette publique, la faiblesse des taux d'intérêt depuis, le rachat aux banques de titres financiers par les banques centrales n'ont pas stimulé l'investissement productif et provoqué « l'euthanasie des rentiers » (Keynes). Ils ont grossi le « capital fictif », dont l'hypertrophie est un trait de l'époque impérialiste. Ils ont relancé la spéculation sur les différents marchés financiers (marché des devises, actions, produits dérivés...) officiels (bourses) ou hors de tout contrôle (« finance de l'ombre »).

Même si les recettes keynésiennes étaient pertinentes, avec la faiblesse des taux d'intérêt directeurs actuels la marge est bien faible pour les banques centrales en cas de nouvelle récession. L'endettement public élevé limite aussi les possibilités de recours au déficit pour la plupart des États nationaux.

La dette publique a atteint son niveau record de l'après-guerre tant dans les économies avancées que dans les économies émergentes. Dans un contexte de repli des taux de croissance potentielle à long terme, ces niveaux d'endettement ont vraisemblablement réduit les marges de manoeuvre budgétaires. (BRI, Rapport économique annuel, juin 2018)

Dans la zone euro, où la limite est fixée selon les traités à 60 % du PIB, elle s'élève à 9 900 milliards d'euros en 2018, soit un peu plus de 86 % du PIB (Eurostat, 21 janvier 2019). Celle des EU se monte à 21 000 milliards de dollars (105 % du PIB, un tiers de la dette publique mondiale). Au Japon, c'est 253 % du PIB.



Des tensions croissantes entre impérialismes

De plus, l'économie mondiale doit faire face à la guerre commerciale et politique déclarée par Trump contre les impérialismes rivaux des États-Unis (Chine, Allemagne...).

Une escalade des tensions commerciales au-delà de celles déjà incorporées dans les prévisions demeure une importante source de risque pour les perspectives. (FMI, Perspectives de l'économie mondiale, 21 janvier 2019)

Aux États-Unis, à partir du 1^{er} juin 2018, des surtaxes frappent l'aluminium (+10 %) et l'acier (+25 %) importés de l'Union européenne, du Canada et du Mexique ; un droit de 25 % frappe des importations chinoises d'une valeur de 50 milliards de dollars et un droit de 10 % frappe d'autres importations chinoises d'une valeur de 200 milliards, ce dernier droit passant à 25 % le 1^{er} mars 2019. Pour l'UE, la réponse concerne surtout des produits agricoles américains. Pour la Chine, la riposte prévoit des droits de douane allant de 5 à 10 % sur 60 milliards de dollars d'importations en provenance des États-Unis.

La signature, le 30 novembre, de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (ACEUM) qui remplace l'ALENA, l'annonce le 1^{er} décembre d'une suspension de 90 jours des augmentations de droits de douane entre les États-Unis et la Chine et la réduction annoncée des droits chinois sur les importations de voitures américaines pourraient permettre de désamorcer temporairement les tensions commerciales. Mais le protectionnisme ne s'est jamais borné à sa face la plus visible, les droits de douane sur les importations de marchandises.

D'autres mesures qui faussent les investissements et les échanges comme les subventions, les quotas, les restrictions de sécurité nationale et les entreprises étatiques, sont aussi en vogue. (Aftershock, the pervasive effects of tariff hikes, The Economist Intelligence Unit, février 2019)

Pour le Forum économique mondial de Davos, « *les gouvernements occidentaux en particulier ont renforcé leur pouvoir de bloquer les investissements dans des secteurs stratégiques* » (*The Global Risks Report*, 15

janvier 2019). Les États-Unis, la France, l'Allemagne... interdisent la prise de contrôle de certaines de leurs entreprises par les firmes chinoises.

Le gouvernement allemand a adopté un décret lui donnant un droit de veto en cas d'OPA de groupes étrangers sur des sociétés allemandes. (Les Échos, 12 juillet 2017)

Les États-Unis emploient leur prépondérance pour utiliser leurs tribunaux comme une arme contre les groupes qui concurrencent leurs entreprises : ils leur infligent des amendes sous prétexte de corruption ou de violation de ses décisions de sanctions envers d'autres pays (Iran, Cuba, Russie...) ; la Commission européenne riposte en infligeant d'énormes pénalités aux GAFA pour avoir faussé la concurrence. Trump mène une campagne internationale contre Huawei et Trudeau a même fait arrêter une de ses dirigeantes au Canada. Le gouvernement américain a pris la décision d'évincer Maduro au Venezuela, au grand dam des gouvernements russe et chinois.

Au-delà des impacts directs sur les firmes directement concernées, la montée du protectionnisme et les craintes d'une escalade de représailles pèseraient sur l'investissement de l'ensemble des entreprises, perturberaient les chaînes d'approvisionnement et nuiraient à la productivité. La détérioration des perspectives de rentabilité des entreprises qui en résulterait pourrait ébranler les marchés financiers et freiner davantage la croissance.

Des trajectoires différenciées

La crise financière et immobilière est partie des États-Unis en 2007. Les grandes puissances impérialistes furent au centre de la crise économique de 2008-2009. Alors que les États-Unis connaissaient une reprise vigoureuse, les difficultés se sont prolongées pour l'UE avec la « crise de la dette » en 2010-2012 (Grèce, Espagne, Portugal, Irlande, Chypre...). Puis les pays exportateurs de matières premières ont subi la double baisse des prix et des quantités exportées en 2014-2015, ce qui a joué un rôle dans les crises politiques du Brésil, du Venezuela, de l'Algérie... Depuis, le prix du pétrole et du gaz remonte mais pas celui des produits agricoles. La Turquie et l'Argentine ont plongé dans la crise économique en 2018.

À cause du ralentissement économique de la Chine, des incertitudes liées au Brexit et à la guerre commerciale, les marchés de capitaux sont instables. L'économie chinoise représente aujourd'hui 16 % du PIB mondial et surtout, elle a au cours des dix dernières années contribué à 30 % de la croissance mondiale. Or, ses marchés de capitaux ont chuté de 25 % en 2018 et il est probable que la croissance économique ralentisse à 6 % pour 2019. Les exportations ont chuté de 4,4 % fin 2018

(les importations de 7,6 %) en raison des mesures de rétorsion américaines.

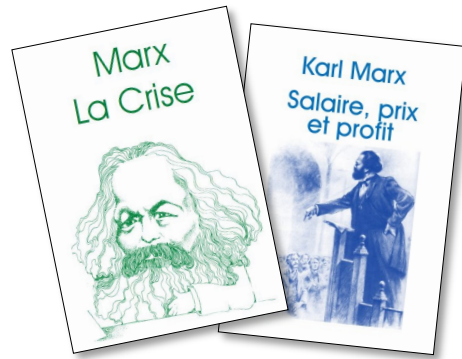
Le Japon et l'Union européenne semblent de nouveau affaiblis. Au Japon, la croissance s'est réduite de 1,9 % en 2017 à 0,8 % en 2018.

Le taux de croissance annuel pour 2017 était de +2,4 % dans la zone euro ainsi que dans l'UE28. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 % dans la zone euro et de 1,9 % dans l'UE28. (Eurostat, 7 mars 2019)

La productivité du travail a cessé de croître dans les pays de la zone euro, elle a même diminué récemment en Allemagne. Le ralentissement allemand (une croissance limitée à 1 % prévue pour 2019) tient à la baisse de la production industrielle touchée par de moindres exportations et par les normes antipollution. En France, le mouvement des « gilets jaunes » a illustré la révolte des laissés pour-compte de la (faible) croissance. Le gouvernement Macron a répondu au prix d'une augmentation du déficit budgétaire. Surtout, l'incertitude est liée à la capacité de présenter un accord de sortie de l'Union européenne par le Royaume-Uni.

Même aux États-Unis, où la croissance a été artificiellement soutenue en 2018 par un nouvel allègement des impôts des riches, l'effet sera éphémère.

La croissance devrait retomber à 2,5 % en 2019 et diminuer encore pour s'établir à 1,8 % en 2020 avec la fin des mesures de relance budgétaire. (FMI, Perspectives de l'économie mondiale, 21 janvier 2019)



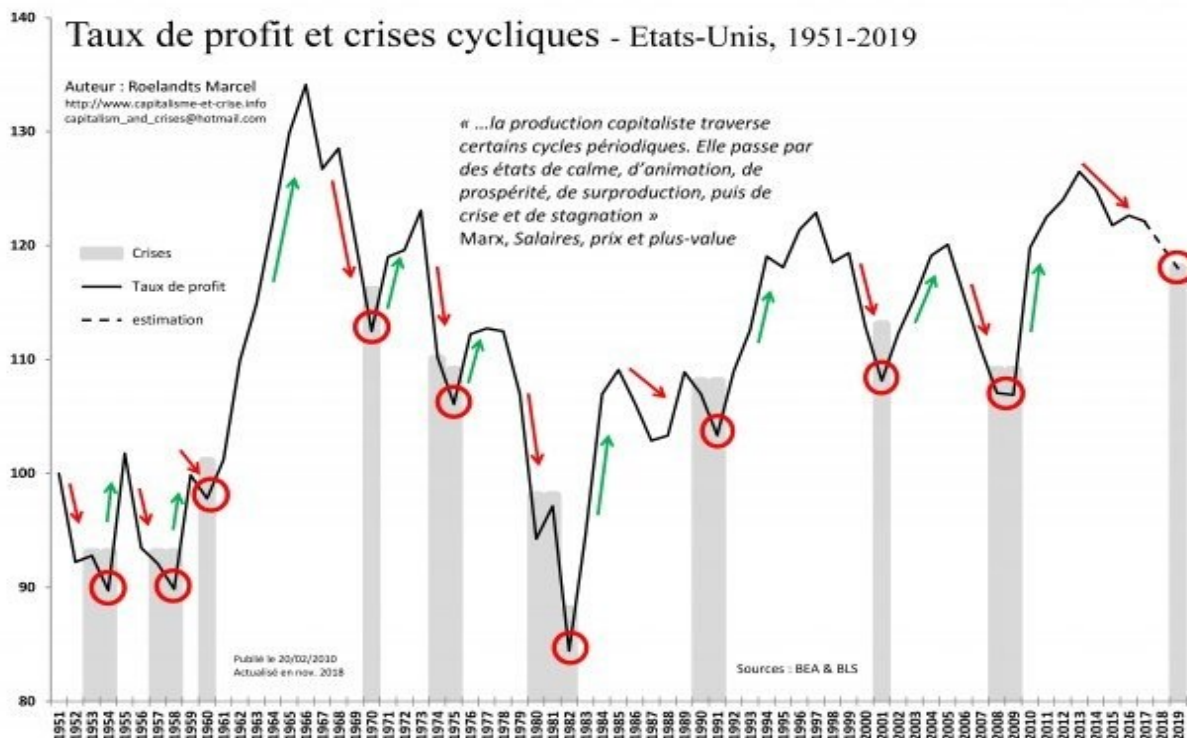
brochures
éditées par le
GMI, voir p. 7

Socialisme ou barbarie

Ni les politiques interventionnistes et protectionnistes, ni les politiques libérales et le libre-échange ne permettent à l'État bourgeois de redynamiser le capitalisme en déclin. Faute de concession à octroyer aux masses, les gouvernements tendent à restreindre la protection sociale et les libertés là où la classe ouvrière en avaient arrachées, à devenir plus autoritaires et plus xénophobes partout. Le fascisme réapparaît sous différentes formes. Non seulement une partie de l'humanité vit dans la misère malgré l'accroissement prodigieux de la science et de la technique, mais l'environnement est détérioré de manière irréversible et les conflits se multiplient.

Ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute la civilisation, ou bien victoire du socialisme. (Rosa Luxemburg, La Crise de la social-démocratie, avril 1915)

27 mars 2019



Déclaration internationale : place aux femmes travailleuses !



Tous les mouvements politiques bourgeois réactionnaires qui apparaissent et se développent sur la planète —de Trump aux États-Unis ou Bolsonaro au Brésil jusqu'aux partis xénophobes et fascistes d'Europe, en passant par le djihadisme et les dictatures islamistes— concentrent leurs attaques politiques les plus odieuses contre les droits des femmes. Celles-ci constituent partout, avec les migrants et les minorités ethniques et sexuelles, le bouc émissaire offert à la « patrie » pour endosser les fautes du capitalisme, qui a transformé chacun de ces pays en un tas d'ordures économique, social et politique.

Partout dans le monde, les femmes sont les premières victimes des effets de la crise, du chômage, de l'austérité et de la précarité du travail. Et elles partaient déjà d'un niveau nettement inférieur à celui de leurs collègues masculins, en termes de qualité d'emploi et de salaire. En général, leur charge de travail domestique reste bien supérieure à celle des hommes et elles continuent d'être majoritairement celles qui s'occupent des enfants, des personnes âgées, des malades chroniques et des handicapés. Toutes tâches qui devraient incomber à l'ensemble de la société.

En plein XXI^e siècle, des millions de femmes souffrent encore d'amputations génitales, de mariages juvéniles forcés et d'esclavage sexuel. Les travailleuses des pays les plus pauvres sont les principales victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et cette activité connaît une croissance exponentielle dans tous les pays, en particulier les plus riches.

La domination machiste dans les sphères familiale, professionnelle et sociale, la violence physique et psychologique à l'égard des femmes, la marchandisation de leur corps ou leur réduction à un animal reproducteur, non seulement ne disparaissent pas, mais trouvent, au contraire, un soutien idéologique accru dans les religions et dans les nouveaux courants politiques réactionnaires qui se développent et qui, lorsqu'ils gouvernent, visent en priorité à augmenter au maximum l'exploitation et à détruire les acquis et droits conquis par les travailleuses et les travailleurs.

Les religions, le patriarcat, l'idéologie misogyne et machiste —de même que la xénophobie, le racisme ou l'homophobie— ont été utilisés par la classe capitaliste, depuis qu'elle existe, comme un puissant instrument de division à l'intérieur des classes ouvrières. Cette division permet de disposer d'une grande masse de travailleuses éduquées à la soumission et bon marché. C'est pourquoi l'oppression des femmes, en particulier des travailleuses, ne disparaît jamais totalement et n'est atténuée que là où se sont déroulées de grandes luttes sociales pour leur libération... quand la bourgeoisie n'a pas réussi à les annuler.

Le droit à l'avortement libre et gratuit, par exemple, a été instauré pour la première fois dans l'histoire par la révolution russe. Il a fallu des décennies de lutte acharnée pour obtenir que l'avortement ne soit plus un délit dans un certain nombre de pays. Mais aujourd'hui, ce droit est remis en cause dans presque tous ces pays. Des chrétiens-fascistes menacent des médecins en Irlande, aux États-Unis... Trump aux États-Unis, le PP et Vox en Espagne, les gouvernements du Brésil, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Autriche, entre autres, ont l'intention de le supprimer. Néanmoins, les victoires des femmes en Espagne en 2014 et en Pologne en 2016, contraignant leurs gouvernements respectifs à retirer les lois anti-avortement, ont annoncé une nouvelle vague de mobilisations importantes dans de nombreux pays qui a culminé le 8 mars 2018 et qui peut se répéter, voire s'accroître, en 2019.

Avec deux épicentres, l'un en Argentine et l'autre en Espagne, les mobilisations récentes ont comme mérite d'avoir commencé à briser, en partie, le carcan du féminisme bourgeois et petit-bourgeois décomposé qui a

dominé depuis des décennies, jusqu'à l'étouffer, le mouvement de libération des femmes. Le processus actuel repose sur l'organisation par toutes sortes d'associations, d'assemblées ouvertes, généralement des assemblées de quartier, qui, dans les deux pays, sont parvenues à étendre leurs racines parmi les jeunes travailleuses. Ainsi, les revendications spécifiques des femmes travailleuses, des migrants, des minorités ethniques se sont naturellement frayées un chemin parmi celles de la classe ouvrière confrontée tout entière à ses exploiters. Un « féminisme de classe », comme il se désigne, se développe en s'appuyant, tout au moins en Espagne, sur des syndicats ouvriers minoritaires (CGT, CNT, COS...). La lutte de classe se développe, enfin, au sein du féminisme, et l'incorporation des revendications des travailleuses à celles de l'ensemble de la classe ouvrière, renforce les mobilisations. Cependant, en l'absence d'une véritable organisation révolutionnaire proposant un programme cohérent, les méthodes et les objectifs adoptés sont parfois contradictoires et souvent très confus, empreints d'une idéologie dominante centrée sur la sphère privée, moralisatrice et caritative, si caractéristique du féminisme petit bourgeois et bourgeois nord-américain.

En Espagne, la coordination du mouvement, réunie à Valence début février, a appelé à la « grève générale féministe », en fait à une journée de grève sans objectif concret à arracher aux employeurs ou au gouvernement. Les courants « sororistes » qui pratiquent la guerre des sexes ne s'adressent qu'aux femmes, tandis que les courants « lutte de classe » appellent les deux sexes à se joindre dans la grève, dans une lutte solidaire et commune dirigée, bien sûr, par les travailleuses, et appellent les organisations de la classe ouvrière à reprendre leurs revendications.

Nous considérons comme une obligation et une nécessité que l'ensemble de la classe ouvrière et toutes ses organisations s'engagent résolument pour la défense de la liberté et de l'égalité des femmes dans tous les domaines, pour la défense de leur droit à contrôler leur vie, leur corps et leur capacité reproductive et pour la défense de toutes leurs revendications spécifiques comme travailleuses particulièrement exploitées et opprimées.

Nous considérons également que seule une vision programmatique globale ayant comme objectif de mettre définitivement fin à la société de classes, qui est à l'origine de toute oppression, peut donner à la lutte pour la libération des femmes et pour les revendications des travailleuses la perspective qui l'unifie et l'intègre à la libération définitive de la classe ouvrière tout entière.

Avec Rosa Luxemburg, Clara Zetkin et Alexandra Kollontai : place aux femmes travailleuses !

- Contre toutes les formes de discrimination et d'oppression des femmes.
- Pour la répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, jusqu'à la résorption du chômage.
- Contre le travail précaire et pour l'égalité salariale réelle entre hommes et femmes.
- Salaires, allocations et pensions permettant à toutes les travailleuses et tous les travailleurs de vivre décemment.
- Services publics abondants, gratuits et de qualité pour la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes.
- Logements décents pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs.
- Pour l'élimination immédiate de toute religion à l'école. Une seule école publique, laïque, gratuite et mixte.
- Éducation sexuelle scientifique axée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation.
- Aucune forme de financement direct ou indirect aux différentes confessions religieuses.
- Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par la santé publique. Défense d'une santé publique, universelle, gratuite et laïque. Respect et traitement médical adéquat des pathologies et des maladies spécifiquement féminines.
- Contre la réification et la marchandisation des femmes. Pour l'interdiction et la pénalisation du proxénétisme. Pour l'interdiction de la gestation pour autrui.
- Droit de franchir les frontières librement et en toute sécurité pour toutes les travailleuses, tous les travailleurs et les jeunes en formation. À bas les murs et les frontières !
- Contre la justice machiste et les lynchages médiatiques de toutes sortes. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour une authentique justice démocratique non-sexiste où les juges sont éligibles et révocables par les conseils de travailleuses et de travailleurs.
- Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classes, sans exploitation et sans oppression. Pour le socialisme international.

8 mars 2019

CoReP (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie),
FT-VP (Brésil), IKC (Espagne), TML (Brésil)

Déclaration internationale du 5 mars sur l'Algérie

Dehors le régime des voleurs et des corrompus du FLN ! Tout le pouvoir aux travailleurs d'Algérie !

Malgré les manifestations qui avaient déjà marqué l'annonce du quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika en 2014, les cliques du FLN et de l'armée, faute de pouvoir s'entendre sur un remplaçant, pensaient renouveler tranquillement l'opération en avril 2019 en réutilisant la quasi-momie d'un vieillard malade et incapable de la moindre initiative.

Tous les soutiens traditionnels du pouvoir s'étaient disposés pour cela. D'une part, « l'alliance présidentielle » des partis FLN, RND, MPA et TAJ ; d'autre part, le 1^{er} février 2019, la direction de la centrale syndicale UGTA et les organisations patronales FCE, Cipa, CNPA, CAP, Unep, AGEA et UNI, ensemble, déclaraient à Batna, dans un appel à l'édification « *d'un front populaire solide* » : « *Bouteflika est notre candidat à l'élection présidentielle* ». La peur habilement utilisée d'un retour aux années 1990 combinant la terreur des islamistes à celle de la police qui avaient causé des dizaines de milliers de morts parmi la population devait suffire à décourager toute opposition sérieuse.

Pourtant, dès le samedi 16 février, une semaine après l'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika ont lieu des premières manifestations spontanées contre ce cinquième mandat. Puis le vendredi 22 février des dizaines de milliers de manifestants se rassemblent, toujours spontanément et en utilisant les réseaux sociaux, malgré l'interdiction de manifester. Les étudiants, les femmes, les chômeurs, les travailleurs de toutes sortes sont au premier rang. Depuis, malgré les appels au calme du pouvoir, malgré les arrestations, malgré les menaces de tous les soutiens au gouvernement, les manifestations se succèdent et s'amplifient dans toute l'Algérie, mais aussi dans de nombreux pays, notamment en France. Les journalistes refusent la censure.

Rapidement, au côté du mot d'ordre de « Non au cinquième mandat », pancartes et banderoles ciblent le régime tout entier : « Pouvoir dégage ». Les caciques du FLN, les patrons et les généraux qui confisquent la rente pétrolière sans développer l'économie, qui accaparent la plus grande partie des richesses produites par les travailleurs et paysans algériens, manoeuvre : ils déposent la candidature d'Abdelaziz Bouteflika tout en s'engageant à raccourcir son mandat et à organiser de nouvelles élections présidentielles dans un an. Le journal pro-gouvernemental *El Moudjahid* a beau n'y voir « *en rien une manoeuvre, mais une réponse pragmatique...* », cela ne trompe évidemment personne. Le combat est donc engagé entre ce régime honni et l'immense majorité de la population algérienne. Pour vaincre, il faut des perspectives claires. Pour protéger les manifestations, notamment pour empêcher les arrestations : service d'ordre des manifestants, auto-défense des manifestations !

Pour paralyser le gouvernement et l'empêcher de préparer des mauvais coups, il faut exiger de toutes les directions syndicales (UGTA, CSA, COSYFOP...) qu'elles rompent avec le gouvernement Bouteflika et tout parti ou candidat bourgeois, qu'elles appellent immédiatement à la grève générale pour la chute du régime !

Pour vaincre le pouvoir, en finir avec ce régime, il faut la grève générale des entreprises et des administrations, créer des comités élus dans les entreprises, les administrations, les universités, les quartiers, les villages, etc.

Face au régime qui dispose de l'armée, de la police, de nombreux médias, etc. centralisation de tous les comités avec des délégués élus et mandatés pour unifier le combat des travailleurs et des jeunes et doter le mouvement d'une direction politique candidate au pouvoir des travailleurs et des jeunes.

Les revendications sont nombreuses, parmi lesquelles la hausse immédiate des salaires, des retraites, des aides sociales et leur indexation sur le coût de la vie, du travail pour tous payé décemment, toutes les libertés démocratiques, le contrôle sur tous les comptes des entreprises, les comptes des administrations, sur les richesses produites et leur utilisation ! Et bien d'autres revendications avancées par les ouvriers, les paysans, les jeunes, les femmes, les Kabyles.

Quel gouvernement peut les satisfaire ?

La classe ouvrière devrait prendre la tête du mouvement et l'orienter. Mais elle a elle-même le plus grand mal à tracer une solution entre la fraction au pouvoir et la fraction islamiste de la bourgeoisie. Le PAGS, l'ancien parti stalinien (héritier du PCA qui rejetait l'indépendance) a explosé en 1993, son principal débris, le MDS, ne se réclame même pas du socialisme ; le PST (issu du FLN du temps de Ben Bella) est désorienté par la disparition du PAGS ; le PT avait conclu un front populaire avec le FLN et le FIS islamiste en janvier 1995 et ne s'est pas élevé contre les quatre mandats de Bouteflika.

La faiblesse du mouvement ouvrier peut sauver la bourgeoisie algérienne. Si l'État ne parvient pas à endiguer la mobilisation des masses, certaines fractions préparent déjà le coup d'après, soit l'instauration d'un despotisme islamiste (des Frères musulmans comme le MSI aux islamo-fascistes comme Daech), soit la refonte du régime actuel : « *l'ensemble des partenaires politiques se mettent autour d'une table et redessinent une nouvelle république qui réponde aux ambitions de la société et qui soit capable de relever les défis auxquels nous sommes confrontés...* » (*El Moudjahid*, 5 mars).

L'islamisme, comme le montrent l'Iran et la Turquie, préserve le capitalisme et les inégalités qu'il engendre, avec plus d'hypocrisie dans la société et plus d'oppression des femmes, des jeunes, des communistes, des homosexuels. La « nouvelle république » que la fraction « démocratique » de la bourgeoisie tient en réserve, c'est un changement cosmétique destiné à préserver l'essentiel de son pouvoir et des prébendes de ses serviteurs. En aucun cas, une nouvelle république construite bras dessus bras dessous avec la participation de ceux-là même qui se sont gavés jusque-là ne satisferait la moindre des revendications essentielles des travailleurs et des jeunes.

C'est un leurre auquel s'adapte le mot d'ordre de « assemblée constituante souveraine » avancé par diverses forces politiques d'opposition, non seulement le FFS, mais aussi le MDS, le PT et le PST. C'est d'ailleurs la méthode qu'a utilisée la bourgeoisie tunisienne pour étouffer le mouvement révolutionnaire qui avait chassé Ben Ali du pouvoir en le dissolvant dans les interminables palabres de la constituante souveraine également appelée par les vœux de tous les partis d'opposition (nostalgiques du nationalisme arabe, islamistes réactionnaires, organisation ouvrière). Résultat : aucune des revendications essentielles des masses tunisiennes n'a été satisfaite et la bourgeoisie tunisienne a retrouvé le contrôle intégral des affaires.

Pour satisfaire toutes les revendications, pour le contrôle des richesses produites, de leur utilisation, pour le

développement du pays pour le compte de l'immense majorité de la population, travailleurs, jeunes, paysans... on ne peut compter sur un gouvernement de la bourgeoisie algérienne, ni sur celui-ci, ni sur un autre maquillé différemment. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent prendre le pouvoir qui leur a échappé en 1962, exproprier les grandes entreprises, instaurer le contrôle ouvrier sur les comptes, développer la production pour la satisfaction des besoins et non pour le profit de quelques-uns.

Non au cinquième mandat ! À bas le gouvernement !
Dehors le régime ! Respect des libertés démocratiques !
Séparation totale de l'État et de la religion, laïcité !

Tout le pouvoir aux travailleurs ! Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste du Maghreb !

Voilà les perspectives sur lesquelles doit s'organiser l'avant-garde pour construire le parti ouvrier révolutionnaire indispensable pour aider les masses à franchir les obstacles.

5 mars 2019

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

Fração Trotskista - Vanguarda Proletária (Brésil)

Internaciema Kolektivista Cirklo (État espagnol)

Tendência Marxista-Leninista (Brésil)



Abonnement à Révolution communiste

envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien »)
à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Adresse électronique@.....



AVANT-GARDE

Collectif révolution permanente au Canada

Les élections d'octobre 2018 au Québec 2
La grève des postiers d'octobre-novembre 5
Contre l'immixtion des États-Unis au Venezuela 7
L'Accord Canada-États-Unis-Mexique 8
ABC du marxisme : la lutte des classes 12



n° 4 hiver 2018-2019 1 \$



Algérie : pour la révolution socialiste

La mobilisation enterre le 5^e mandat

Loin d'être calmée par l'annonce que « *Bouteflika promet de mourir avant la fin de son cinquième mandat* » comme raille la rue algérienne, la mobilisation s'étend après le dépôt officiel de candidature. Des manifestations monstres ont lieu le 8 mars. Le lendemain, le gouvernement annonce la fermeture des universités pour tenter d'empêcher la participation massive des étudiants et des enseignants à la lutte politique, pour entraver la constitution des comités d'action qui se forment.

La révolution est faite avant tout par la plus jeune génération. (Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, mai 1940)

Une journée de grève nationale le 10 mars témoigne du fait que tous les secteurs de la population laborieuse se soudent sur l'exigence du retrait de Bouteflika (que son clan rapatrié de Suisse) et de tout le système qu'il préside. Décision est alors prise dans les cercles dirigeants de lâcher un peu pour s'assurer de garder l'essentiel : le 11 mars, ils font déclarer au président fantôme qu'il ne briguera pas de cinquième mandat. Une conférence nationale chargée d'élaborer un projet de Constitution serait convoquée d'ici la fin de l'année, l'élection présidentielle reportée *sine die*. Le Premier ministre Ahmed Ouyahia est licencié, remplacé par Nourredine Bedoui que l'on charge de former un nouveau gouvernement, tâche qu'il n'est pas parvenu à accomplir tant les dissensions entre les clans sont fortes.

Mais c'est par centaines de milliers que le prolétariat et la jeunesse, les couches de la petite bourgeoisie, déjouent la manoeuvre : « *Non à l'extension du quatrième mandat ! Système dégage !* ».

Les piliers du régime se fissurent

Parce que les rats veulent continuer à piller le navire, ils commencent à envisager de jeter leur vieux capitaine par-dessus bord. Les défections se multiplient, à commencer par le Rassemblement national démocratique (RND) dont le porte-parole déclare que son « *soutien au cinquième mandat était une grave erreur* » (*El-Bilad TV*, 19 mars). Ce retournement de veste est moqué dans les manifestations et entraîne une fracture au sein de ce parti : une fraction soutient toujours Bouteflika, exige la démission de Ouyahia, accusé d'avoir causé l'impopularité du RND à cause des « *privatisations d'entreprises publiques au dinar symbolique et l'emprisonnement de milliers de cadres* ». Ils menacent d'occuper le siège du parti, dénoncent « *les arrivistes et l'argent sale* ». Loin de redorer leur blason, ils apportent ainsi la confirmation de ce que scande la

révolte populaire dans tout le pays : ce régime est bien pourri jusqu'à la moelle.

Le 23 mars, le porte-parole du Front de libération nationale (FLN), Hocine Khaldoun, « *ne voit plus l'utilité d'organiser la conférence nationale de consensus proposée par le président de la République* ». Le lendemain, la direction du parti dément.

Le 26 mars, le chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd Salah, demande que soit engagée la procédure prévue par l'article 102 de la Constitution de destitution du « *président de la République pour cause de maladie grave et durable, [qui] se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions* ». L'institution judiciaire inféodée lui apporte son soutien, le RND et l'UGTA également. Le Forum des chefs d'entreprises prend le même virage, son président Ali Haddad démissionne dans l'espoir de sauver ses millions accumulés grâce au gang Bouteflika. Il est arrêté deux jours après à la frontière tunisienne.

L'armée, principal pilier du régime, lâche Bouteflika en espérant que les institutions bourgeoises qui garantissent la répression et l'accaparement des richesses produites par le prolétariat algérien auront raison du soulèvement. L'état-major prend les rênes en activant pour l'heure le Sénat, en misant sur les 90 jours de vacance du pouvoir que prévoit la Constitution pour épuiser le mouvement et lui faire rentrer dans la peau que ce n'est pas à lui de décider.

Or, le vendredi 29 mars, les manifestations rassemblent des millions d'Algérien(ne)s et les slogans ne laissent aucun doute sur leur volonté de se débarrasser de toutes les cliques au pouvoir.

Une première victoire

Le 1^{er} avril, un communiqué de la présidence annonce que Bouteflika démissionnera « *avant le 28 avril prochain, date de la fin de son mandat* ». Le lendemain, un communiqué de l'armée déclare ne pas reconnaître cette annonce et exige sa démission immédiate. Elle menace directement le frère du président et des hommes d'affaires liés à lui. Le soir, Bouteflika se retire.

Qui doit gouverner ?

Le prolétariat et la jeunesse ne veulent plus vivre comme avant et les sommets de l'État ne le peuvent plus. Le face-à-face est engagé depuis plus d'un mois. Les énormes manifestations du vendredi ont brisé l'arrogance des clans autour de Bouteflika, les mobilisations des étudiants, des professeurs, des journalistes, des avocats se relaient et occupent la rue.

Mais pour que gagne le camp de l'immense majorité, celui des exploités, des opprimés, pour abattre réellement le système, il faut mener la révolution sociale. C'est aux travailleurs de s'emparer des usines, des moyens de transports et de communications, des banques et des terres. Pour s'organiser partout, il faut des assemblées, des comités qui élisent leurs représentants et se coordonnent. Tout le pouvoir à ces structures ! Toute la légitimité aux masses laborieuses, aucune à la bande des vieillards voleurs, leurs obligés, leur mafia ! Contre les généraux qui vivent grassement en maintenant la population dans la misère, qui s'archoutent pour sauver le régime, il faut s'adresser à la masse des soldats : arrêtez les gradés qui répriment et réprimeront tant qu'ils restent en place ! quittez les casernes avec armes et bagages ! organisez les milices pour protéger les manifestations, les occupations ! Sans pouvoir ouvrier, pas de changement radical !

Ces enseignements de la lutte révolutionnaire, les organisations qui s'y réfèrent les jours de fête ne les traduisent pas en mots d'ordre pour l'action actuelle. Mahmoud Rechidi, porte-parole du Parti socialiste des travailleurs (PST), organisation soeur du NPA, envisage la grève générale « *le cas échéant* ».

Seule une alliance des structures de l'auto organisation naissante avec les syndicats combattifs des travailleurs et étudiants, ainsi que les associations des femmes et les organisations de lutte du mouvement social d'une part et, d'autre part, le maintien des manifestations et la mobilisation populaire, ainsi que le recours de nouveau à la grève générale le cas échéant, finiront par imposer un rapport de force politique définitif et feront émerger les structures populaires garantes d'une transition véritablement démocratique. (PST, 18 mars)

Les prolétaires doivent donc continuer à rester au travail la semaine et sortir le vendredi. Il confond d'ailleurs le rassemblement au grand jour de tous les exploités, posant la question « qui doit gouverner ? », avec une journée nationale d'action, comme le 10 mars « *de nouveau* ». Il n'assigne aucune fonction de direction du mouvement des masses à « *l'alliance des structures* », posée à côté de « *la mobilisation populaire* ». Quant à formuler l'objectif de la lutte sociale et politique, on trouve plus de clarté sur les pancartes des manifestants que dans les circonvolutions réformistes du PST.

La suite est plus claire : contre la révolution en permanence pour abattre le régime défenseur de l'exploitation capitaliste, contre la lutte tout de suite pour le pouvoir ouvrier qui est indissociable du combat pour les revendications ouvrières, la conquête des libertés démocratiques, la destruction de l'État bourgeois (son armée, sa police, ses tribunaux, sa présidence de la république, son sénat et ses commissions électorales...),

le PST choisit la perspective de la constituante dont les pouvoirs d'enlèvement ne sont plus à démontrer :

C'est ce processus, à l'évidence constituant, qui imposera l'élection d'une Assemblée constituante souveraine (ACS) et représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité de notre peuple travailleur, de notre jeunesse, des femmes algériennes et de tous les démunis et les opprimés de notre pays. (PST, 18 mars)

Le Parti des travailleurs (PT), lié au POI français, appelle aussi de ses vœux « *la convocation de l'Assemblée constituante nationale souveraine* », pour que « *le peuple* », c'est-à-dire toutes les classes, définisse « *lui-même la nature du régime à mettre en place* ». Il lui prête la saine vertu « *de préserver la nation du chaos* ».

Le mot d'ordre démocratique d'assemblée nationale ou constituante ne conservait un sens progressiste que dans les pays privés de toutes les libertés démocratiques et du pluralisme politique. Sinon, il sert à la bourgeoisie à passer un noeud coulant au cou de la classe ouvrière.

Les formules de la démocratie ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un noeud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie. (Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938)

Le 26 février, la dirigeante du PT Louisa Hanoune s'était déclarée favorable à « *un report de deux mois de l'élection présidentielle pour parvenir à une sortie de crise* ». Le Bureau politique du PT vient de rejeter, avec des trémolos nationalistes, la dernière manoeuvre avancée par Gaïd Salah et l'ANR d'empêchement de « *Abdel Cadre* », comme l'appellent les manifestants, visiblement moins respectueux que le PT. Surtout, il valide l'ère Bouteflika (le PT n'a jamais craché sur les quatre mandats...) comme celle de la paix retrouvée et se pose en défenseur de l'État bourgeois :

L'application de l'article 102 est porteuse de tous les risques pour la nation, pour sa souveraineté et son intégrité, ouvrant la voie aux ingérences étrangères tant rejetées par les millions de manifestants... et s'apparente à un coup de force, une dérive sans précédent qui menacerait les fondements mêmes de l'État et la sécurité nationale, une menace contre la paix recouvrée. (PT, 27 mars)

En France, LO regarde le doigt quand le peuple algérien montre la lune.

Pour la classe ouvrière algérienne, le motif de départ de cette mobilisation est en même temps sa limite. Le profond mécontentement social qui s'y manifeste

ne peut pas trouver de satisfaction dans l'élection présidentielle, même dans l'hypothèse, d'ailleurs aujourd'hui exclue, où Bouteflika finirait par ne pas se représenter et même si finalement un candidat un peu plus présentable et populaire finissait par émerger. (Lutte de classe, 6 mars 2019)

En scandant dès les premières manifestations « *système dégage !* », les masses ont, contrairement à ce que LO écrit, élargi le rejet du cinquième mandat de Bouteflika à l'ensemble du régime et de son personnel politique. Les raisons de cette détestation : chômage, vie chère, inégalités criantes, corruption, restriction des libertés démocratiques... imbriquent politique et social.

Pour les travailleurs, pour les classes populaires algériennes, il sera indispensable de traduire leurs aspirations en objectifs qui leur soient propres et leurs manifestations actuelles en une véritable mobilisation de classe. La classe ouvrière algérienne est nombreuse. Elle est jeune, éduquée et forte. Elle seule peut offrir une véritable perspective de changement aux couches populaires, en Algérie et au-delà, face à un capitalisme en crise qui ne peut que continuer à provoquer d'importantes secousses sociales. (Lutte de classe, 6 mars 2019)

Oui, la classe ouvrière doit prendre la tête de tous les exploités et opprimés. Mais LO ne lui trace aucune voie pour ce faire. Elle n'énonce aucune revendication

ouvrière, n'avance pas les mots d'ordre de grève générale, de constitution de comités ni de leur centralisation, d'auto-défense. Elle refuse de nommer la « *véritable perspective de changement* », la révolution socialiste. C'est pourquoi la direction de LO n'utilise pas sa presse, ses contacts algériens pour combattre pour le gouvernement ouvrier qui organise l'expropriation des grands groupes capitalistes, oriente sous contrôle des comités la production pour satisfaire les immenses besoins de la population laborieuse, coordonne la liquidation de l'État bourgeois au profit de la république des conseils.

Pour la révolution permanente

Les militant(e)s regroupé(e)s dans le Collectif révolution permanente se distinguent en cela du PST et du NPA, du PT et du POI, de LO : elles/ils luttent pour la construction –aujourd'hui et pas dans trois siècles– du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire, en essayant de répondre aux besoins de la lutte actuelle de leur classe, qui culminent dans une seule question : prendre le pouvoir.

Dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat. (Lénine, Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, mars 1919)

3 avril 2019

Turquie : les élections municipales du 31 mars

Le 31 mars, les électeurs ont infligé un revers à l'alliance AKP-MHP et au président islamiste Erdoğan qui ont perdu les villes d'Ankara et d'Istanbul au profit de l'opposition bourgeoise (la coalition CHP-İYİ-SP). Nous publions des extraits de la position de nos camarades de Turquie pour ces élections avec quelques notes entre crochets. Le texte intégral et un plus récent précisant le soutien à un certains nombre de candidats (1 mars) figurent en turc sur le site de PD et en français sur celui du GMI.



Le front du système à l'approche des élections municipales

Bahçeli du MHP [Parti d'action nationaliste, fasciste], le partenaire de l'alliance Cumhuriyet [Au pouvoir] avec l'AKP [Parti de la justice et du développement, islamiste] soutient que les élections locales confirmeront la légitimité du régime.

Erdoğan, qui a obtenu le résultat qu'il escomptait des élections générales du 24 juin, est devenu dépendant du MHP dans le nouveau système. Le front du système participe à ces élections avec tout l'aspect brûlant de la crise économique. Malgré tous les discours qui affirment que l'économie va bien, dans les masses laborieuses il n'y a aucun écho à ces affirmations.

L'opposition bourgeoise

Le CHP [Parti républicain du peuple, kémaliste] qui se trouve au centre de l'opposition intégrée au système a

adopté une position de soutien lorsqu'Erdoğan s'est trouvé en difficulté ou quand une crise politique est survenue. L'esprit de Yenikapı [lieu du meeting d'Erdoğan à Istanbul à la suite de la tentative de putsch de 2016], le soutien à l'intervention militaire en Syrie et en Irak, la modification de la loi sur le Haut comité électoral, la levée des immunités [des parlementaires du HDP], le soutien à l'invasion d'Afrin et bien d'autres éléments similaires viennent gonfler la liste. Le CHP a toujours développé des politiques d'opposition dans le cadre voulu par Erdoğan.

Il a renouvelé pour les élections locales l'alliance électorale Millet ittifakı [Alliance du peuple] avec le İYİ [Le Bon Parti, scission du MHP] et le SP islamiste [Parti de la félicité, d'où provient l'AKP] qu'il avait conclue pour les élections du 24 juin. Il a commencé à désigner ses candidats à la suite de négociations effectuées derrière des portes closes. À certains endroits, c'est le candidat du İYİ qui est soutenu, dans d'autres celui du SP, et à d'autres encore, des candidats communs sur

lesquels tous les partis de l'alliance se sont mis d'accord. Ces attitudes sans principe et le caractère secret des négociations ayant abouti à l'investiture des candidats de droite provoquent des déceptions même dans la base du parti. L'Alliance du peuple ne parvient pas à se différencier d'Erdoğan, au contraire, elle renchérit dans le racisme, le nationalisme et l'hostilité aux ouvriers. Les anciens politiciens qui furent membres de l'AKP mais qui ont été rejetés par ce parti sont intégrés aux listes CHP. Ce parti fait la sourde oreille aux oppositions de sa base. Il considère que les 25 % de l'électorat qui votent pour lui sont définitivement acquis. Il dénonce la tendance au boycott qui apparaît dans sa base et tente de la discréditer en l'accusant de faire le jeu de l'AKP.

L'autre partenaire de l'alliance, à savoir l'İYİ, se concentre sur le fait de voler des voix à la base du MHP et détermine ainsi toute sa stratégie électorale. Toute sa politique s'articule autour du racisme et du populisme de droite. Il attend parmi les remplaçants potentiels au cas où l'alliance du pouvoir avec le MHP se fissurerait.

La crise économique, les pertes vécues par les travailleurs ne concernent guère l'opposition intégrée au système. Face à la crise, elle n'a pas un programme différent de celui d'Erdoğan. Les périodes électorales sont utilisées avec du populisme pour tenter d'obtenir les voix des masses travailleuses. L'alliance au pouvoir (Cumhur İttifakı) et l'alliance de l'opposition (Millet İttifakı) sont les figurantes du même ordre, du même système.

Le HDP et les élections

Le HDP [Parti démocratique des peuples qui rassemble les partisans du PKK kurde et des groupes socialistes] se prépare aux élections sous les politiques oppressives, colonialistes et guerrières de la dictature d'Erdoğan. Ses sympathisants, co-présidents, députés et dirigeants sont victimes d'arrestations, toutes les mairies qu'il avait remportées ont été confisquées par la dictature d'Erdoğan au moyen d'administrateurs nommés par le pouvoir.

Le régime d'Erdoğan tente d'empêcher le peuple kurde d'exister dans l'espace politique avec son identité nationale. La dictature d'Erdoğan prolonge le concept de guerre coloniale qu'elle a appliqué au peuple kurde avec un génocide politique.

Au Kurdistan, tous les partis politiques kurdes opposés à Erdoğan ont réalisé une alliance électorale avec le HDP. Malgré toutes les pressions de la dictature d'Erdoğan, ils ont choisi leurs candidats et ont commencé le processus électoral. C'est dans les villes kurdes que les élections locales rencontrent le plus d'intérêt parmi la population.

Le fait que le HDP, avec l'alliance des partis du Kurdistan, s'oppose aux administrateurs est légitime. Il s'agit là d'un front de résistance contre le génocide politique qui défend la volonté confisquée du peuple

kurde. Pour cette raison, il est indispensable de soutenir le HDP au Kurdistan face à la dictature d'Erdoğan.

Quant à la position adoptée par le HDP à l'Ouest, elle est pleine d'incohérence. Ce parti a annoncé qu'il appellerait à voter pour les candidats qui feraient reculer Erdoğan et qui contribueraient à regagner le régime parlementaire pluraliste, ce qui revient à indiquer indirectement à sa base le CHP. Le HDP soutient le CHP qui rivalise avec l'AKP dans l'hostilité aux Kurdes, qui exclut le HDP à la moindre occasion et qui donne un chèque en blanc à la guerre contre les Kurdes livrée par Erdoğan, comme alternative à sa base de l'Ouest. Il laisse sa base électorale sans alternative, seule face à son destin. Cette attitude est pleine d'apolitisme, de contradictions et d'absence de principes. Ce qui fera reculer le pouvoir d'Erdoğan n'est pas la victoire électorale du CHP, cela passe par la lutte unie des ouvriers et des travailleurs au sein d'un front unique.

Les organisations socialistes

Parmi les groupes socialistes composant le HDP, ceux qui s'opposent au fait de ne pas présenter de candidats à l'Ouest sont en minorité.

L'ÖDP [Parti de la liberté et de la solidarité] et les Halkevleri [centres populaires] participent aux élections, dans quelques petites villes bordant la mer Noire, sous la houlette du CHP. Le TKP [Parti communiste turc, ex-stalinien] ne dispose pas d'une base ou d'une influence au sein de la classe ouvrière. Leur attitude consiste à se déclarer comme une alternative et se présenter au centre de tout. L'EHP [Parti du mouvement ouvrier] déclare qu'il présentera des candidats afin de porter les revendications des travailleurs dans le cadre d'un programme socialiste.

Le DİP [Parti révolutionnaire des travailleurs qui se réclame du trotskysme] lance un appel au boycott. La suspension de tous les droits démocratiques est dénoncée, mais régler ses comptes avec la guerre coloniale qu'Erdoğan a livré contre le peuple kurde est soigneusement évité.

Que faire ?

La crise économique continue avec tous les dégâts qu'elle provoque. Chez les masses laborieuses, le mécontentement atteint des sommets. L'opposition bourgeoise a perdu toute crédibilité.

Les élections constituent des périodes où tous les segments de la société parlent de politique. Les élections locales présentent la possibilité d'effectuer un travail révolutionnaire sur une base de classe. Pour profiter de ces possibilités, les groupes socialistes doivent éviter de se comporter comme s'ils étaient au centre de tout et rechercher le moyen de construire la plate-forme électorale socialiste unie.

24 janvier 2019, Patronsuz Dünya

La 4^e Internationale (2) : 1933-1938

1933 : pour une nouvelle internationale communiste

En janvier 1933, le parti fasciste prend le pouvoir en Allemagne. Hitler va mettre fin aux libertés démocratiques arrachées par la révolution prolétarienne de 1918-1919, interdire toutes les composantes du mouvement ouvrier, emprisonner voire exécuter les militants, s'en prendre aux handicapés et aux Juifs.

Lors de son plenum de mai 1933, l'Opposition de gauche internationale de l'Internationale communiste (OGI), devant l'inertie du parti communiste allemand (KPD), renonce à redresser celui-ci. Face à la justification en avril 1933 de la ligne suivie par la direction de l'IC et à l'absence de révolte des principales sections, le plenum de l'OGI se prononce pour une nouvelle internationale, sur la base des quatre premiers congrès de l'IC (1919-1923) et des acquis de l'OGI (1923-1933). L'Opposition communiste de gauche se renomme Ligue communiste internationaliste (bolchevik-léniniste). La LCI se tourne vers les partis et organisations qui ont rompu avec la 2^e Internationale réformiste reconstituée (IOS) ou la 3^e Internationale devenue stalinienne (IC).

*L'éloignement de l'IC de la ligne de ses premiers congrès s'est effectuée par étapes dont la politique du Comité anglo-russe, la défaite de la révolution chinoise, la dégénérescence graduelle du PC russe, la capitulation traîtresse devant le fascisme allemand... Nous devons envisager toutes les possibilités de rapprochement et de collaboration avec les forces révolutionnaires qui, après la catastrophe allemande, commencent à se détacher de l'influence de l'IC dirigée par les staliniens et de la 3^e Internationale, s'orienter vers un mouvement communiste fondé sur les principes formulés par les premiers congrès de l'IC et sur l'expérience acquise dans le mouvement communiste depuis la mort de Lénine. (« L'Opposition internationale et l'IC », août 1933, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 95)*

Corrélativement, un des onze points de la plateforme internationale, le 10^e, est amendé par la LCI-BL.

*Lutte pour le regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière mondiale sous le drapeau du communisme internationaliste. Reconnaissance de la nécessité de la création d'une nouvelle internationale communiste. (« Présentation du plenum », septembre 1933, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 92)*

Le plenum décide aussi de participer fin août 1933 à la conférence d'une quinzaine de partis ouvriers hors des 2^e et 3^e Internationales (DNA de Norvège, SP de Suède, PUP de France, ILP de Grande-Bretagne, SAP d'Allemagne, Bund de Pologne, RSP des Pays-Bas, OSP des Pays-Bas...)

convoquée par l'ILP à Paris. À cette occasion, la LCI-BL lance un appel à une nouvelle internationale communiste avec trois autres organisations : le SAP, le RSP et l'OSP.

*Prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions qui évoluent réellement du réformisme ou du stalinisme vers la politique du marxisme révolutionnaire, les signataires déclarent en même temps que la nouvelle internationale ne saurait tolérer aucun esprit de conciliation vis-à-vis du réformisme ou du centrisme. L'unité nécessaire de la classe ouvrière ne peut être obtenue ni par la combinaison des conceptions réformistes et des conceptions révolutionnaires, ni par l'adaptation à la politique stalinienne, mais seulement par le combat contre les deux internationales faillies. (« Déclaration des Quatre », août 1933, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 100)*

La présidence ILP de la conférence refuse de soumettre la déclaration des quatre à la discussion et au vote. De la conférence des organisations centristes sort le BIUSR (Bureau de Londres) auquel participent le SAP allemand, le RSP et l'OSP néerlandais. Dans sa résolution finale, le Bureau de Londres se prononce pour une nouvelle internationale mais s'en remet pour cela à « l'aboutissement d'un processus historique », sans préciser le programme sur lequel il faut combattre au sein du processus, au cours de la lutte entre les classes et entre les partis.

*Le processus historique crée tout : et le bolchevisme, et le centrisme, et le réformisme, et le fascisme. Il existe des actions de masse de type très divers : les pèlerinages, le plébiscite des nazis, les votes pour les réformistes, les manifestations patriotiques, les grèves dirigées par des traîtres, les batailles révolutionnaires vouées à la défaite par leur direction comme en Autriche et en Espagne... (Lev Trotsky, « Alchimie centriste ou marxisme », 24 avril 1935, *Œuvres*, EDI, t. 5, p. 288)*

La rencontre entre les signataires de la « déclaration des quatre », en décembre 1933, échoue : le SAP refuse de fusionner avec l'IKD (la section allemande de la LCI), l'OSP refuse de fusionner avec le RSP, les 3 organisations adhérant au Bureau de Londres prennent leur distance avec la LCI-BL. Par contre, Ruth Fischer et Arkadi Maslow, anciens dirigeants zinoviévistes du KPD, rejoignent la LCI-BL fin 1933.

1934 : la LCI et l'entrée dans les partis socialistes

La LCI décide que la section française (LC-BL) ne peut rester en dehors du front unique que réalisent en février

1934 les organisations ouvrières de masse (PS-SFIO, PCF, CGT, CGTU).

La dégénérescence et les compromissions de l'IC ont conduit à un maintien absolu ou au moins relatif des partis sociaux-démocrates. Le maintien de ces partis, voire leur croissance du fait qu'ils ont attiré des éléments neufs, ont conduit et conduiront à leur tour inéluctablement à la formation de groupes internes, à l'exacerbation des luttes fractionnelles et des scissions... La LCI est la seule organisation internationale qui possède une conception générale juste de la situation mondiale et des tâches. Mais elle ne possède pas une force suffisamment importante pour devenir un centre d'attraction pour les masses. La LCI ne peut agir comme parti indépendant du prolétariat, elle n'est que l'instrument pour la création de partis indépendants. Il faut utiliser cette arme selon la situation de chaque pays. (« La situation du mouvement ouvrier et les tâches des bolcheviks-léninistes », octobre 1934, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 104, p. 106)

La LC publie un programme d'action en 1934 et, ne pouvant entrer dans le PCF qui la traite de fasciste, rejoint en septembre 1934 le PS-SFIO jusqu'en 1935. Ses militants expulsés fondent alors le Parti ouvrier internationaliste (POI).

La section belge (LCI), qui a déjà une implantation dans les entreprises, publie son programme en 1935 avant d'entrer dans le Parti ouvrier belge jusqu'en 1936 (renforcée, elle fonde le PSR). En 1934, la section américaine (CLA) dirige des grèves de mineurs et de routiers à Minneapolis. Elle fusionne avec l'AWP pour former le WPUS à la fin de l'année. Celui-ci entre dans le Socialist Party en 1936 jusqu'en 1937. La section, renforcée par l'entrisme, devient le SWP après son expulsion du parti réformiste.

La section espagnole (ICE) joue un rôle moteur dans les alliances ouvrières en 1933-1934. Mais, s'opposant au secrétariat international, Nin et Andrade repoussent l'entrisme dans le PSOE et les JS. Ils préfèrent une fusion avec le BOC qui aboutit au POUM, sans y former de fraction, en septembre 1935. Ce parti rejoint le Bureau de Londres.

Staline approuve publiquement en juin 1935 la défense nationale de la France et le PCF devient patriote.

Par la transformation social-patriotique du stalinisme, toute distinction entre la 2^e Internationale et la 3^e a pratiquement disparu. (« L'évolution de l'IC », août 1936, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 170)

La LCI, avec cette fois-ci le seul RSAP des Pays-Bas (résultant de la fusion en mars 1935 du RSP et de l'OSP),

tente de s'adresser une nouvelle fois aux fractions et courants qui évoluent vers la gauche.

Selon les conditions nationales, les marxistes peuvent apparaître tantôt en tant qu'organisation indépendante, tantôt en tant que fraction... Mais dans quelque arène qu'ils agissent, ils sont tenus de se présenter avec tous leurs principes... Le renversement de la bourgeoisie est le seul moyen d'en finir avec la guerre. L'insurrection armée est le seul moyen de renverser la bourgeoisie. Contre le mensonge réactionnaire de la « défense nationale », il faut lancer le mot d'ordre révolutionnaire d'anéantissement de l'État national. (« Lettre ouverte pour la 4^e Internationale », août 1935, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 117)

Au nom de la lutte contre le fascisme, l'IC adopte lors de son 7^e et dernier congrès, en août 1935, l'alliance avec des partis bourgeois, baptisée « front populaire ».

1936 : le Mouvement pour la 4^e Internationale contre les fronts populaires

Les centristes du Bureau de Londres (GR du PS-SFIO, SAP, ILP, POUM, Bund...), tout en bavardant sur la révolution socialiste, capitulent en pratique devant le stalinisme en prétextant qu'il faut pousser les fronts populaires vers la gauche. Par exemple, le POUM signe le 15 janvier 1936 le pacte du Frente Popular. Le chef de la GR, Pivert, entre au gouvernement bourgeois de Blum en juin 1936. Le 25 septembre 1936, Nin entre au gouvernement bourgeois de la Catalogne. En décembre 1936, le SAP se rallie au Deutschen Volksfront en exil.

La 4^e Internationale exclut un compromis sur les principes, une tolérance, une conciliation quelconque envers des partis, des groupes et des politiciens qui, à chaque pas, abusent du nom de Marx, d'Engels, de Lénine, de Luxemburg pour des objectifs qui sont en opposition avec les idées et les actes de ces maîtres et lutteurs... (« Le Bureau de Londres et la 4^e Internationale », août 1936, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 143)

En juillet 1936, la conférence semi-clandestine de la LCI à Paris (le gouvernement français a interdit les deux premiers numéros du journal du POI, les services secrets russes espionnent, cambriolent et assassinent les responsables bolcheviks-léninistes) repousse la proclamation de la 4^e Internationale et se contente de se renommer Mouvement pour la 4^e Internationale. Elle adopte des résolutions sur la montée révolutionnaire, sur l'URSS, sur l'IC, sur le Bureau de Londres, sur la jeunesse...

La 4^e Internationale tire les leçons des grèves générales belge et française.

*Notre section française, ces dernières années, a placé la grève générale au centre de sa propagande... Aucune des organisations officielles de France, comme de Belgique, ne voulait la lutte. Les grèves ont surgi contre la volonté des syndicats et des deux partis. C'est seulement placés devant le fait accompli que les chefs officiels ont « reconnu » la grève, pour l'étrangler d'autant plus vite. (« La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la 4^e Internationale », août 1936, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 128)*

La 4^e Internationale prescrit l'activité au sein des syndicats de masse.

*Les organisations de la classe ouvrière les plus puissantes du point de vue numérique sont les syndicats réformistes... toutes les organisations de la 4^e Internationale doivent travailler à l'intérieur de ces syndicats pour briser l'influence de la bureaucratie réformiste... La lutte contre le système capitaliste nécessite, par-dessus tout, la lutte contre la bureaucratie syndicale... (« Projet de résolution sur le travail dans les syndicats », août 1936, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 190, p. 192)*

La 4^e Internationale rejette la politique de front populaire qui, loin de permettre de combattre le fascisme, lui fraie la voie comme le montreront l'Espagne en 1936-1938 et la France en 1940.

*Le premier pas vers l'alliance avec la petite bourgeoisie est la rupture du bloc avec les radicaux bourgeois en France et en Espagne, avec les catholiques et les libéraux en Belgique, etc... La lutte contre le réformisme et le stalinisme est au stade actuel la priorité à la lutte contre le bloc avec la bourgeoisie. Pour l'unité honnête des travailleurs, contre l'unité malhonnête avec les exploiters !... Endormant les ouvriers et les paysans par des illusions parlementaires, paralysant leur volonté de lutte, le front populaire crée les conditions favorables pour la victoire du fascisme. (« La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la 4^e Internationale », août 1936, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 130, p. 135)*

La lutte contre la guerre ne peut être que la lutte pour le droit des peuples coloniaux et contre sa propre bourgeoisie.

Marceau Pivert est l'un des dirigeants officiels du régime patriotique de Léon Blum qui, actuellement, avec tant de sollicitude, « améliore » l'armée de l'impérialisme français. La lutte contre la guerre, justement comprise et menée, présuppose l'hostilité sans compromis du prolétariat et de ses organisations, toujours et partout, envers sa propre bourgeoisie et n'importe quelle autre... La lutte contre la guerre et sa source sociale, le capitalisme, présuppose un soutien

*direct, actif, sans équivoque des peuples coloniaux opprimés dans leurs luttes et guerres contre l'impérialisme. (« Résolution sur la conférence contre la guerre du Bureau de Londres », août 1936, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 130, p. 149)*

Les partis sociaux-patriotes, même s'ils conservent une base ouvrière, sont bourgeois par leur orientation politique.

*Le parti de Blum est un parti bourgeois... L'appareil du Parti communiste n'est en fait qu'un des instruments de l'impérialisme français. (« La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la 4^e Internationale », août 1936, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 131)*

Il faut donc un nouveau parti, une nouvelle internationale.

*La propagande pour la grève générale, les comités d'usine, le contrôle ouvrier doit être menée par une organisation politique, c'est-à-dire par un parti. Il ne peut en être autrement. Les organisations de masse de la classe ouvrière restent impuissantes, indécises, décontenancées, si ne les inspire pas et ne les mène pas en avant une avant-garde étroitement soudée... Toutes les tâches de la lutte révolutionnaire se ramènent infailliblement à une seule : la création d'une nouvelle direction... Participer directement au mouvement des masses, avoir des mots d'ordre de classe hardis poussés jusqu'au bout, une perspective claire, un drapeau indépendant, être intransigeant avec les conciliateurs, telle est la voie de la 4^e Internationale. (« La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la 4^e Internationale », août 1936, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 133)*

1936 : la 4^e Internationale défend l'URSS contre la bureaucratie et l'impérialisme

Le Bureau de Londres, à l'exception du POUM, refuse de condamner les procès de Moscou de 1936-1938 au cours desquels les anciens dirigeants bolcheviks (Zinoviev, Boukharine...), soumis au chantage du sort de leur famille et torturés par la GPU (les services secrets de l'URSS), s'accusent de tous les crimes avant d'être liquidés. La 4^e Internationale défend les accusés et démonte les procès avec tous ceux qui le veulent.

En effet, la défense de l'URSS, de ce qui reste de la révolution d'Octobre, ne peut être confiée à la bureaucratie qui la mine, même si elle résiste parfois à la menace impérialiste pour préserver ses privilèges. Pour sauver l'État ouvrier dégénéré, il faut renverser la bureaucratie par une révolution.

La classe ouvrière soviétique s'est vue spoliée de la dernière possibilité de restructurer légalement

l'État... Le développement du socialisme nécessite inévitablement une révolution politique, l'élimination violente du despotisme politique de la bureaucratie, tout en maintenant les rapports de propriété instaurés par la révolution d'Octobre. (« La 4^e Internationale et l'URSS », août 1936, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 141)

En septembre 1937, Erwin Wolf, membre du secrétariat international du mouvement pour la 4^e Internationale, est assassiné à Barcelone par les agents de la GPU. En février 1938, Lev Sedov, fils de Trotsky et membre du secrétariat international, est assassiné à Paris par la GPU. En juillet 1938, Rudolf Klement, membre du secrétariat international, est assassiné à Paris par la GPU.

1938 : la proclamation de la 4^e Internationale face aux dangers de guerre

Une conférence internationale se réunit clandestinement à Paris fin août et début septembre 1938 avec les délégués de 12 pays ; le PSOP de France (issu de l'exclusion par le PS-SFIO de la GR) et le POUM d'Espagne sont invités. En s'appuyant sur le lancement du SWP aux États-Unis, elle proclame la 4^e Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste) et l'Internationale des jeunes. S'y opposent le représentant d'une minorité de la section française POI (Yvan Craipeau), deux représentants de la section autrichienne RK (Georg Scheuer, Karl Fischer) et les deux représentants de la section polonaise GBL (Hersh Sztokfisz, Stefan Lamed) qui reprennent les arguments qui avaient poussé la conférence de 1936 à repousser la proclamation.

On ne peut décider la question de la 4^e Internationale en dehors de la situation du mouvement ouvrier... On ne peut lancer la 4^e que si les ouvriers surmontent le découragement. La 1^{re} Internationale s'est construite lorsque les ouvriers se sont remis de la défaite de 1848 ; la 2^e lorsque le mouvement s'est rétabli après la défaite de la Commune et la création d'un mouvement ouvrier en Russie ; la 3^e s'est créée après la victoire de la révolution russe et un grand nombre de partis communistes déjà formés... Aussi longtemps que la 4^e n'aura pas quelques organisations de masse, elle ne pourra pas être proclamée. (Hersh Sztokfisz, 3 septembre 1938, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 227 et p. 249)

Les RK refusent depuis 1937 de défendre l'URSS. Après 1938, le groupe en exil rompt avec la 4^e Internationale (contrairement à ceux restés clandestinement en Autriche). Il est actif en France pendant la 2^e Guerre mondiale et se disperse ensuite entre anarchistes et bordiguistes.

La majorité de la conférence estime que l'avant-garde du prolétariat, sa partie la plus consciente, ne peut pas choisir les conditions dans lesquelles elle intervient.

L'internationale n'est pas une question de nombre, mais avant tout de continuité et de perspective. Or, la menace de la guerre mondiale se précise. Les partis des deux internationales de masse trahissent et le Bureau de Londres n'a aucun avenir. Le prolétariat a besoin d'une organisation identifiable, fiable, au programme clair pour transformer la guerre en révolution. L'organisation d'avant-garde elle-même doit se doter d'un centre, d'un drapeau, d'un programme pour résister aux pressions gigantesques qu'elle va affronter.

Quand nous avons adopté le titre « Mouvement pour la 4^e Internationale », je l'ai trouvé pédant, inadapté et un peu ridicule. L'expérience des deux années écoulés a pleinement prouvé que c'était une erreur... Personne ne nous appela ainsi... Nos propres organisations, à de rares exceptions agissent de même et s'intitulent tout simplement sections de la 4^e Internationale... Le mot « pour » me semble l'expression d'une indécision et d'un manque de confiance en soi. Un parti révolutionnaire qui n'est pas sûr de sa propre signification ne peut gagner la confiance des masses... Nous ne pouvons attirer que par une politique claire et juste. Pour cela, il faut une organisation, pas une nébuleuse. (Lev Trotsky, « Lettre à Kopp », 31 mai 1938, *Oeuvres*, ILT, t. 17, p. 274-275)

La conférence ratifie un programme de transition, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, qui reprend et enrichit le programme de l'IC du temps de Lénine sur la base de l'expérience de 1923 à 1938 (fascisme, front populaire, armement des travailleurs, État ouvrier dégénéré, révolution politique, stalinisme, revendications transitoires et gouvernement ouvrier, limite du mot d'ordre d'Assemblée constituante...). Elle adopte aussi des statuts, un manifeste, une plateforme de lutte de la jeunesse travailleuse, une résolution sur l'Extrême-Orient, une résolution sur l'impérialisme américain, un appel pour la classe ouvrière espagnole, un appel pour les emprisonnés et les victimes de la lutte des classes...

L'avant-garde ouvrière est politiquement préparée face aux préparatifs de guerre mondiale que la 4^e Internationale annonce avec lucidité. [à suivre]

27 mars 2019



État espagnol : vers de nouvelles élections

Une crise généralisée du système politique

Le gouvernement de Pedro Sánchez [PSOE, le principal parti réformiste] est né au milieu de la plus grande crise politique depuis la fin de la dictature [le 7 juin 2018]. Le PP —le grand parti de la bourgeoisie espagnole depuis 40 ans— était sur le point de s'effondrer, laissant le pays ravagé par la corruption... Le conflit en Catalogne, transformé par la politique du PP en une énorme vague de colère contre la monarchie, s'est enlisé suite à une répression exceptionnelle et à une crise à l'intérieur de la bourgeoisie catalane elle-même. Le pouvoir judiciaire apparaissait comme un instrument direct du gouvernement et des banques. La monarchie et les souverains étaient plus discrédités que jamais.

Un gouvernement pour renforcer la monarchie

Dix mois plus tard, tout est pareil ou pire. Le gouvernement de Pedro Sánchez entrera dans l'histoire pour n'avoir servi qu'à donner à la monarchie et au PP le temps de se rétablir... Il n'a pas soulevé le tapis de l'administration pour nettoyer la corruption, ni purgé les rangs de l'armée, des organes répressifs ou de la justice des franquistes avérés. Il n'a pas non plus allégé la répression contre la Catalogne, ni abrogé les lois les plus réactionnaires du PP, ni pris de mesures significatives pour atténuer les graves problèmes que la classe ouvrière doit affronter jour après jour pour survivre... Les privilèges des banques et de l'Église catholique ont été religieusement respectés. La bulle immobilière et la multiplication des expulsions de familles de travailleurs ont pu se développer, sans autre mesure qu'un décret de dernière minute pour rétablir la loi de 2013. La politique étrangère de l'État espagnol est restée la même, en tant que fidèle allié des États-Unis (Venezuela !), que membre de l'UE et que puissance impérialiste de second rang... L'objectif du PSOE n'était pas de gouverner pour les travailleurs, mais de les divertir tout en gérant la crise pour la bourgeoisie. Rien de nouveau.

Collaboration de tous les appareils qui parlent au nom de la classe ouvrière

Tous les soutiens du *statu quo* qui prétendent parler de la classe ouvrière ou de la « citoyenneté d'en bas » (selon les termes de la petite bourgeoisie moderniste de Podemos) ont inévitablement été contaminés par la crise du système de domination politique :

Les directions des CCOO et de l'UGT, qui signent des accords de paix sociale avec le gouvernement au pouvoir depuis des décennies, voient leurs syndicats perdre leurs adhérents de façon continue, être de plus en plus éloignés de la classe, sans vie intérieure et avec de graves problèmes financiers, malgré les sommes importantes qu'elles reçoivent de l'État (quoique moins que les patrons).

Le PSOE qui assume actuellement le pouvoir se tient en permanence sur une corde raide que tirent les « barons » et les anciens dirigeants (González-Guerra) avec des posi-

tions impossibles à différencier de celles du PP, surtout en ce qui concerne le nationalisme espagnoliste et la défense des intérêts impérialistes des grandes entreprises.

En cinq ans d'existence, Podemos est passé des rassemblements et des discours radicaux des premiers mois à un caudillisme extrême et se présente désormais comme partenaire du PSOE. Une évolution aussi rapide vers une social-démocratie collaborationniste, sans aucune différenciation politique par rapport au zombie IU [la coalition éco-socialiste du PCE], ne pouvait que briser ce parti, au point que nous voyons chaque jour des opposants internes à Podemos constituer des listes de candidatures non approuvées par la direction. Dans le conflit Errejón-Iglesias-IU, qui ressemble à un feuilleton à épisodes, les différences claires et importantes concernant exclusivement les places sur les listes électorales. Et, pendant ce temps, les intentions de vote passent de 21 % en 2016 à 14 % aujourd'hui.

Il faut mentionner la quasi-disparition de la scène politique de la CUP [le parti petit-bourgeois catalan], réduite au rôle de comparse de PdeCAT et ER [les deux partis bourgeois catalans] lors du « procès » [l'indépendance avortée] et incapable de tirer les leçons de cette escroquerie et de leur fiasco...

La classe ouvrière a tenté et tente de résister

Il y a de nombreux fronts : les travailleuses du nettoyage des hôtels (les « kellys »), l'occupation des terres par les journaliers andalous, le mouvement des retraités et celui des travailleuses féministes, le mouvement contre les expulsions, les mobilisations pour la défense de la santé publique et de nombreuses grèves ouvrières. Avec une caractéristique presque générale : ni les syndicats majoritaires ni les partis qui se prétendent de la classe ouvrière ou de « gauche » n'ont été à l'origine ou au centre de l'organisation des luttes. Bien sûr, ils finissent par prendre le train en marche pour s'assurer que rien ne s'engage sur un chemin qui menacerait le pouvoir du capital...

Ce qu'il faut faire

Face à cette situation, il n'y a pas d'autre issue que de développer la lutte et l'organisation de la classe ouvrière afin qu'elle puisse tracer une alternative au monde capitaliste pourri. Unifier les luttes contre l'ennemi de classe commun, préparer l'autodéfense dans les manifestations, les usines, les quartiers, les lieux d'études, contre les attaques des bandes fascistes, qui deviennent de plus en plus fréquentes. Bref, il est nécessaire d'élaborer un programme révolutionnaire centré sur le gouvernement des travailleurs pour les travailleurs. Nous devons créer un parti révolutionnaire et une internationale révolutionnaire pour accomplir cette tâche.

3 mars 2019, Internaciema Kolektivista Cirklo